

L'Humanisme libertaire

Gaston Leval



Introduction à « L'Humanisme libertaire » de Gaston Leval

René Berthier

L'humanisme libertaire de Gaston Leval fut publié en 1967 et pourrait aujourd'hui, à certains égards, paraître avoir vieilli. Pourtant, les idées libertaires que l'auteur développe restent parfaitement d'actualité. Le lecteur doit cependant garder à l'esprit qu'en 1967 nous étions en plein dans les Trente glorieuses : certains passages du texte s'en ressentent et devraient sans doute aujourd'hui être réécrits. Mais on ne peut guère reprocher à l'auteur, qui avait alors 72 ans, de ne pas avoir anticipé sur les évolutions que subira le système capitaliste après la contre-offensive néo-libérale engagée à l'époque de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan, d'autant que les effets de cette contre-offensive mirent quelque temps à se faire sentir. Thatcher arriva au pouvoir un an après la mort de Gaston et Reagan trois ans plus tard.

♦ La pensée de Gaston Leval exposée dans le texte est, d'un point de vue libertaire, parfaitement « orthodoxe », si on me permet ce mot : on y retrouve constamment, au détour des paragraphes, les trois grands auteurs du socialisme libertaire que furent Proudhon, Bakounine et Kropotkine, bien que leurs noms soient peu cités¹. Leval ne cherchait pas à s'abriter derrière les auteurs du mouvement pour appuyer ses idées. On notera que Stirner n'y est jamais mentionné : Gaston ne portait pas les individualistes dans son cœur². Ce qui ne l'empêche pas d'aborder d'emblée dans son texte la question de l'individu.

Se référant au précédent historique du libéralisme politique, il rappelle que ce courant d'idée avait proclamé « les droits de l'homme et du citoyen, c'est-à-dire de l'individu ». Le libéralisme auquel Leval fait ici référence n'est évidemment pas le libéralisme économique

¹ Proudhon 8 fois ; Bakounine 3 fois ; Kropotkine 1 fois.

² Cf. Gaston Leval, *L'individualiste et l'anarchie*, éd. Le Chat noir, Bègles, 1987.

d'aujourd'hui, mais ce courant *politique* qui, au XVIII^e siècle, avait combattu le despotisme.

Mais suivant Proudhon et Bakounine, Leval rappelle que l'individu est aussi un être social, que sans la société il n'est rien : son individualité et sa liberté sont le produit du milieu dans lequel il naît et se développe.

La partie la plus contestable de l'argumentaire de Leval est sans doute celle qui traite des Etats-Unis, dont il dit que la société est « le moins étatique possible » – constat qu'il fait également pour « l'Allemagne fédérale de nos jours », qu'il oppose en quelque sorte à la France de son époque, « pays centraliste par excellence ». Gaston Leval se trompait lourdement sur les Etats-Unis en les désignant comme le pays « le moins étatique possible ». L'anti-étatisme dont se réclament les partisans du libéralisme économique aux Etats-Unis est une déclaration de principe qui n'a aucune réalité : peu de pays sont autant interventionnistes, peu de pays subventionnent autant leur économie.

♦ Leval croit percevoir dans l'évolution politique de la France une tendance à l'étatisation croissante qui la rapprocherait de l'URSS. La France de De Gaulle, avec son interventionnisme étatique, l'inquiète : il évoque plus loin dans le texte les « plans quinquennaux », dont « l'initiative est marxiste ». C'est que l'Etat, selon Leval, est animé d'une tendance inhérente à la centralisation, à l'accaparement des pouvoirs qui le pousse à « diriger les différentes activités économiques et culturelles ». Il ne perçoit pas que l'Etat gaullien s'est donné pour mission de réorganiser la production, de mettre en place les infrastructures indispensables à la relance de l'économie après les destructions de la guerre, dans l'intérêt du système capitaliste lui-même.

Cette tendance à la concentration des pouvoirs – l'« étatisme » qu'il dénonce – régressa dès lors que le capitalisme français a été en mesure de se débrouiller tout seul, mais Gaston Leval ne put avoir l'occasion d'observer cette évolution. Jamais comme aujourd'hui l'Etat n'a autant été le serviteur fidèle et obéissant des entreprises capitalistes. Cette crainte de l'« étatisme » comme tendance inhérente à l'appareil d'Etat, Leval la tient d'évidence de Kropotkine.

Dans un article publié dans les *Cahiers de l'humanisme libertaire* (dont je n'ai malheureusement pas conservé les références), Leval disait : « Il y a aussi, quoi que vous disiez, avance de l'Etat contre le

capital privé. Aujourd'hui, la France est un pays d'économie mixte, – Etat et capitalisme privé se concurrencent, et au pas où nous allons, toute l'économie sera aux mains de l'Etat – socialiste, communiste ? – avant un siècle. »

Une telle thèse était courante à l'époque, et Leval n'était pas, de loin, le seul à l'avancer. Il faut là encore se remettre dans le contexte. Personne ne pensait alors que l'Union soviétique allait d'effondrer. Le capitalisme d'Etat dominait sur une bonne partie de la planète et le phénomène conjoint de concentration du capital et d'accroissement de l'intervention de l'Etat, même dans les pays capitalistes, pouvait faire croire que la perspective que Leval dressait était réaliste. A la même époque, on pouvait d'ailleurs lire dans *Solidarité ouvrière*, un journal anarcho-syndicaliste : « Dans le cas du capitalisme d'Etat, la totalité du pouvoir politique et économique est concentrée entre les mains de l'Etat. C'est la phase ultime de concentration du capital, c'est l'Etat parfait, dont l'appareil, détenant tous les pouvoirs, est en même temps la classe dominante ¹. »

♦ Le chapitre de *L'Humanisme libertaire* sur la liberté est aussi manifestement inspiré de Bakounine. Pour le révolutionnaire russe, en effet, la liberté est une acquisition progressive de l'homme qui conquiert sa liberté et sa dignité sur le monde extérieur, sur la nature : « Il les conquiert par la science et par le travail », dit Bakounine dans *L'Empire knouto-germanique* ². Si l'homme arrive à la conscience de sa liberté par la pensée, « c'est par le travail seulement qu'il la réalise », c'est-à-dire en définitive par un rapport social.

Gaston avait la manie de faire des fiches de lecture – il en avait une quantité invraisemblable – et il avait abondamment annoté les « Considérations philosophiques sur le monde divin, sur le monde réel et sur l'homme » – un chapitre de *L'Empire knouto-germanique* de Bakounine. Ses développements sur l'homme comme animal social sont de toute évidence inspirés des réflexions que livre Bakounine dans cette ouvrage, mais aussi de nombreuses autres lectures qu'il avait faites.

On retrouve aussi des échos de *L'Entraide* de Kropotkine lorsque Leval nous dit que la liberté « n'apparaît que quand les hommes ont appris à s'entraider ». Contestant les thèses de ceux des partisans de

¹ *Solidarité ouvrière*, mars 1974.

² Bakounine, Œuvres, Champ livre, VIII, p. 223.

Darwin qui avaient déformé sa pensée en insistant – pour des raisons politiques – exclusivement sur la compétition comme facteur d'évolution, Kropotkine avait démontré que l'entraide au sein d'une même espèce est un facteur déterminant de son développement. Les trois grands penseurs de l'anarchisme insistent tous sur le fait que la liberté est un phénomène social, qu'elle est le résultat de la coopération qui permet de libérer l'homme de la dépendance oppressante envers la nature.

♦ Aux yeux de Leval, l'Etat est une instance ayant son autonomie propre, il est en quelque sorte un « interlocuteur » à part entière. Il n'est pas une production des contradictions internes de la société comme pour le marxisme. C'est dire que Leval récuse la thèse d'Engels dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*.

L'Etat est le produit exclusif de la violence, en particulier de la violence consécutive à une invasion suivie d'une occupation.

On est donc confronté à une thèse « économique » de la naissance de l'Etat et à une thèse « politique » : la première voit dans l'Etat le résultat inévitable de l'accroissement des contradictions de classes tandis que la seconde y voit la conséquence d'un acte politique : la violence. C'est là aussi la thèse de Bakounine, pour qui l'Etat est le résultat de l'appropriation du pouvoir par un groupe *déjà* constitué et organisé. C'est que le pouvoir est la *condition* de l'existence d'une société d'exploitation.

L'acte originel de la formation de l'Etat est la violence. Les premiers Etats historiques ont été constitués par la conquête de populations agricoles par des populations nomades : « Les conquérants ont été de tout temps les fondateurs des Etats, et aussi les fondateurs des Eglises »¹. L'Etat est « l'organisation juridique temporelle de tous les faits et de tous les rapports sociaux qui découlent naturellement de ce fait primitif et inique, les conquêtes » qui ont toujours « pour but principal l'exploitation organisée du travail collectif des masses asservies au profit des minorités conquérantes »². La violence est donc l'acte constitutif de la domination de classe, l'exploitation son mobile.

¹ *Œuvres*, Article « contre Mazzini », Champ libre, tome II, p. 83.

² *Ibid.*, p. 84.

En considérant les deux points de vue avec quelque recul on constate :

– Que Marx affirme la prééminence des déterminations économiques tout en reconnaissant l'importance du politique (la violence) et en lui attribuant le caractère de fait économique. En effet, analysant dans le *Capital* les différentes méthodes d'accumulation primitive, Marx constate que « quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'Etat, la force organisée et concentrée de la société ». Et pour ne pas avoir l'air d'abandonner le principe de la primauté du fait économique, il ajoute : « La force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique ¹. »

– Tandis que Bakounine au contraire affirme la prééminence du politique en lui attribuant des motifs économiques : l'exploitation du travail des masses. « Qu'est-ce que la richesse et le pouvoir sinon deux aspects inséparables de l'exploitation du labour du peuple et de sa force organisée ? » dit encore Bakounine.

On pourrait penser que la problématique se réduit à celle de la bouteille à moitié pleine ou à moitié vide.

Dans le modèle présenté par Marx, la formation de l'Etat apparaît comme le résultat d'un processus interne du développement des contradictions sociales, idée que Bakounine ne rejette d'ailleurs pas du tout. La démarche de Marx ne se situe pas d'un point de vue historique, mais logique. Dans *Le Capital*, Marx pose un modèle théorique du système capitaliste, il fait en quelque sorte une *simulation*, ce que peu d'auteurs ont perçu.

En posant la question de l'*acte fondateur* de l'Etat, Bakounine ne se préoccupe pas plus de situer l'événement en temps et en lieu que Rousseau ne croyait que le contrat social ait été un réel contrat, littéralement parlant ² : ce qui intéresse Bakounine, c'est le *processus*.

Il y a en fait deux registres à partir desquels la question de l'Etat est abordée : le registre historique, qui fait de l'Etat la résultante d'un acte

¹ *Le Capital*, 8^e section, XXXI, La Pléiade, tome I, p. 1213.

² « Il ne faut pas prendre les recherches dans lesquelles on peut entrer sur ce sujet pour des vérités historiques, mais seulement pour des raisonnements hypothétiques et conditionnels plus propres à éclaircir la nature des choses qu'à en montrer la véritable origine. » (Rousseau, *Œuvres complètes*, La Pléiade, tome III, p. 139.)

de violence initiale ; le registre logique, qui en fait la résultante de l'évolution des contradictions de classe. Il s'agit de deux grilles de lecture qui ne sont pas exclusives l'une de l'autre.

Sans que cela retire son intérêt au chapitre que Leval consacre à l'Etat, on doit constater que les termes du débat sur cette question sont plus intéressants en examinant les positions respectives de Bakounine et Marx.

♦ Concernant le chapitre sur le capitalisme, nous nous contenterons de souligner ce que Leval dit de la construction européenne qui était à l'époque en plein chantier. « On s'efforce aujourd'hui de "faire l'Europe" », dit-il. « Internationalistes convaincus, nous ne pourrions qu'applaudir à l'organisation, même partielle, de la vie collective des peuples trop longtemps condamnés à s'entremassacrer » Mais les accords internationaux qui ont été signés dans le domaine de l'agriculture seront inapplicables à cause des disparités de prix de production, qui varient souvent de manière considérable.

« Cela rend impossible l'unification des prix de vente, et fatalement certaines nations seront victimes des avantages dont d'autres bénéficieront. Seule une solidarité économique intégrale, incompatible avec l'économie de marché, peut apporter de véritables remèdes. » On voit que quarante ans plus tard le problème que Gaston Leval avait soulevé n'a pas encore trouvé de solution.

♦ La critique du marxisme était l'un des « dados » de Leval¹. Dans le chapitre qu'il consacre à ce sujet, il récuse sans peine les prétentions scientifiques d'une doctrine dont on ne compte plus les interprétations divergentes, voire contradictoires. Quand une doctrine est « l'œuvre d'un homme au nom de qui elle a emprunté sa dénomination, les tendances trop divergentes sont la preuve de contradictions internes qui lui enlèvent toute cohérence et en dénoncent les faiblesses et les incohérences congénitales ».

Peut-être fait-il une part trop importante à la critique de la « dialectique » dont Marx, dans son œuvre considérable, parle en fin de compte très peu et souvent de manière négative. Le poids mis sur la « dialectique » est surtout l'œuvre d'Engels.

Par ailleurs, si l'insistance mise sur l'économie dans l'explication des évolutions historiques fait bien partie du corpus marxiste tel qu'il s'était répandu du temps même de Marx, Engels lui-même reconnaîtra

¹ Cf. Gaston Leval, *La Falacia del marxismo* (México, 1967).

plus tard que cela ne correspondait pas tout à fait à leurs opinions réelles :

« C'est Marx et moi-même, partiellement, qui devons porter la responsabilité du fait que, parfois, les jeunes donnent plus de poids qu'il ne lui est dû au côté économique. Face à nos adversaires, il nous fallait souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvions pas toujours le temps, le lieu ni l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent à l'action ¹. »

Il reste que cette conception d'un marxisme « économiste » avait été d'autant plus intégrée par les différents courants qui se réclamaient de Marx que les réserves qui en ont été faites par Engels se trouvent dans sa correspondance, dont on ne peut pas attendre qu'elle soit connue du grand nombre.

♦ Les « principes reconstitutifs » que propose Leval à la fin de son texte sont incontestablement la partie la plus intéressante du texte. Mais pour comprendre sa pensée, il faut avoir à l'esprit une chose essentielle. Gaston Leval était allé en Russie en 1920 comme délégué de la CNT espagnole pour le congrès constitutif de l'Internationale syndicale rouge. Il est resté dans le pays plusieurs mois. Il a pu observer les choses de très près car il n'a pas suivi les parcours fléchés que les autorités soviétiques avaient tracés. Il a également été un témoin attentif de la guerre civile espagnole, avec ses horreurs, mais aussi avec ses tentatives constructives.

Au moment où il rédigea *L'Humanisme libertaire*, il ne croyait plus qu'il soit possible de renouveler des expériences telles que les révolutions russe et espagnole. A ce titre, il partageait totalement le point de vue de Bakounine qui, à la fin de sa vie, faisait un constat plutôt amer dans une lettre à Elisée Reclus datée du 15 février 1875 :

« Jamais la réaction internationale de l'Europe ne fut si formidablement armée contre tout mouvement populaire – Elle a fait de la répression une nouvelle science qu'on enseigne systématiquement dans les écoles militaires aux lieutenants de tous les pays – Et pour attaquer cette forteresse inexpugnable qu'avons nous ? – Les masses désorganisées. »

¹ Lettre à Joseph Bloch du 21 septembre 1890.

L'Etat, le système capitaliste ont accumulé contre la classe ouvrière des moyens de contrainte – physiques ou psychologiques – hors de proportion avec ceux dont dispose cette dernière. L'idée d'une révolution violente et de masse était devenue, sauf circonstances exceptionnelles et imprévisibles, totalement improbable. C'est autour de ce constat que tourne le chapitre sur les « principes reconstructifs ». Aujourd'hui, dit-il, nous sommes dans une époque « où les forces de résistance aux entreprises révolutionnaires sont telles qu'il n'est plus possible de les vaincre par les moyens classiques des révolutions passées ».

C'est pourquoi il propose d'opposer « des formes, des réalisations nouvelles aux formes anciennes et périmées, et en les débordant à force de courage, de grandeur et de volonté ». On imagine aisément ce que de tels propos ont pu susciter dans le mouvement révolutionnaire, qu'il soit marxiste ou anarchiste, à la veille de mai 68.

Dans la France, dans l'Europe des années soixante, la classe ouvrière était en train de découvrir la société de consommation ; il y avait le quasi-plein emploi. Je me souviens du choc terrible provoqué par la révélation, vers 1972, qu'il y avait 800 000 chômeurs... C'était terrible ! L'information avait fait la Une des journaux.

Ne croyant plus à la possibilité d'une révolution et refusant de considérer « La Révolution » comme un credo religieux incontournable, comme une attente millénariste, Leval préconisait finalement ce que l'AIT avait proposé : l'action directe. Non pas, comme le terme est compris aujourd'hui, comme action coup d'éclat, mais comme action directement exercée par la classe ouvrière – on dirait aujourd'hui le « mouvement social » – en vue de créer à l'intérieur du système capitaliste des institutions qui ne soient pas fondées sur la recherche de profit. Une vision étroite et dogmatique qualifierait cette politique de « réformiste ». Il ne s'agit pas de cela. Le réformisme est l'illusion qu'on parviendra au socialisme par des réformes graduelles du système capitaliste. Leval ne cherchait pas à *réformer* le capitalisme, il envisageait de la combattre de l'intérieur : ce n'est pas la même chose. N'oublions pas que si la CNT espagnole a été en mesure de réaliser une œuvre constructive, c'est précisément parce qu'elle avait patiemment construit *pendant des décennies*, dans la société espagnole, des institutions ouvrières propres : syndicats, unions locales, sociétés de secours, associations culturelles, écoles, bibliothèques, etc.

Quarante ans plus tard, faisons le bilan : le mouvement libertaire n'a pas avancé d'un pas, ni par ses effectifs ni par ses apports d'idées nouvelles. Quant aux marxistes révolutionnaires, leur total manque de perspectives les a conduits à se cantonner à faire de la social-démocratie de gauche, c'est-à-dire à reprendre les revendications de ceux qu'ils qualifiaient autrefois de « réformistes », mais en jouant à « Monsieur Plus » et en les poussant un cran plus à gauche.

Peut-être serait-il temps de réfléchir à un projet politique libertaire adapté à notre temps.

Peut-être la lecture de Gaston Leval nous y aidera.

L'Humanisme libertaire

Gaston Leval ¹

L'HOMME ET L'HUMANISME

Il est bien des façons de considérer l'homme, bien des façons de le revendiquer et de le défendre. De nos jours, cette considération, cette revendication, cette défense s'imposent à l'esprit de tous ceux qui s'occupent de son sort et de son destin. Devant l'extension croissante des systèmes sociaux qui embrassent les nations, les Etats, et envahissent les continents, une partie de ceux qui luttent pour une transformation de la société dans un sens plus juste et plus élevé se posent à la fois le problème des vastes structures organiques et de la défense de l'humain. Car si les méthodes pour l'application des grands principes maintenant admis, et qui doivent améliorer en l'harmonisant la vie des peuples, menacent, par le triomphe d'appareils organisateurs plus ou moins vastes, ce qui caractérise l'humanité au sens supérieur du mot, les réformateurs font fausse route, malgré l'excellence de leurs intentions.

La thèse dominante de nos jours où le socialisme massivement interprété hante de si nombreux esprits, thèse qui n'est du reste pas entièrement fausse, est que, en résolvant les problèmes collectifs, chacun bénéficiera des modifications introduites, puisque le tout est composé des innombrables parties. Telle est la théorie, tel est l'espoir. Mais les leçons de l'histoire, et singulièrement de l'histoire contemporaine, nous montrent qu'une chose est la dialectique des mots, une autre la dialectique des faits. C'est pourquoi, il y a bientôt deux siècles, les révolutionnaires de la Convention, suivant le sillage de la pensée libérale anglaise et le chemin indiqué par Montesquieu et par les rédacteurs de la Déclaration des Droits qui inauguraient aux Etats-Unis d'Amérique une nouvelle période de la vie sociale,

¹ *L'Humanisme libertaire* de Gaston Leval est paru sous forme de brochure éditée par le Groupe Humanisme libertaire en juin 1967. (R.B.)

proclamèrent les droits de l'homme et du citoyen, c'est-à-dire de l'individu, car déjà s'était imposée cette constatation que si les droits de chacun étaient respectés et défendus, ceux de tous le seraient par voie de conséquence, tandis que la réciproque n'était nullement assurée.

D'autre part, la proposition inverse dans laquelle les solutions individuelles des problèmes humains impliquent des solutions collectives est également vraie. L'individu n'est rien, ne serait rien sans la société. Déjà il est né de l'association de deux êtres, puis il s'est développé grâce au milieu dans lequel il a vécu dès sa naissance, milieu qui l'a nourri, abrité, défendu. Il ne se serait pas réalisé, même imparfaitement, sans l'entourage social qui lui a permis de se cultiver, de nourrir son esprit, d'enrichir son intelligence sous les aspects les plus divers. Directement et indirectement, il d'oît à tous le développement de sa personnalité, il le doit à ceux qui composent sa génération, aux générations qui l'ont précédé, aux rapports des hommes entre eux à travers le temps et l'espace. Justifiées ou non, ses réactions mêmes contre les insuffisances ou les tares de comportements collectifs, qui stimulent sa pensée, affinent sa sensibilité, servent à son épanouissement. Comme les biens matériels qui sont à sa disposition, toute la culture dont il bénéficie et peut bénéficier est l'œuvre du travail des hommes, des techniques rudimentaires ou perfectionnées., du droit coutumier ou des règles plus récentes de comportement, d'un immense héritage de socialité, des sciences et des arts sans quoi il en serait encore au stade de l'être préhominien.

Entre l'individu et la collectivité s'impose donc une osmose qui implique une balance des droits et des devoirs. Une société qui ne s'inspire pas de ce principe fait fausse route et ne peut mener qu'à plus d'erreur et de douleur que de vérité et de bonheur.

Telle est la loi fondamentale de notre vie. Telle elle doit être dans notre conscience et notre comportement, sans défaillance, si nous ne voulons pas que des paralysies inattendues ou des catastrophes mortelles menacent l'avenir. L'interprétation¹ individu-société constitue une réalité constante et la norme essentielle du droit. Si

¹ Le texte de la brochure dit bien « interprétation », mais il est possible que Leval ait voulu dire « interpénétration ». Ce serait cohérent avec son argumentation. (R.B.)

l'équilibre manque, le danger de régression généralisée demeure latent et peut surprendre les générations futures, même celles en actuelle formation. L'humain est à la fois individuel et social. C'est pourquoi si la collectivité doit respecter au plus haut degré les droits de l'individu, celui-ci doit sentir sur soi, et en soi, la responsabilité et la dignité de l'espèce. Et s'il prend beaucoup, il doit donner davantage afin d'assurer la poursuite du progrès général.

* * *

Ainsi, l'homme-individu doit coexister, en chacun de nous, avec l'homme-espèce, toujours faire de l'humain, en lui et en dehors de lui, la source et le but primordial de ses inquiétudes et de ses efforts. Et pourtant, au long de son histoire, il a, le plus souvent, cherché, mais non atteint la perfection par le truchement des dieux et des structures sociales étrangères à lui-même. Le résultat a été, jusqu'ici, que l'instrument d'élévation ou d'organisation par lui imaginé est devenu une force qui l'a vassalisé au lieu de le servir.

C'est ainsi que dans le bilan de leur oeuvre historique, les religions ne furent positives que par leur contenu humain, non par leur contenu divin ; certaines ne le sont encore, selon les pays et leur degré d'évolution, que dans la même mesure. Mais ce contenu supérieur, qui le leur a donné, sinon les hommes eux-mêmes, dans leur volonté d'élévation ? Et n'est-ce pas parce que sans être la seule raison – grâce aux possibilités de développement que les forces psycho-biologiques ont mises en lui, l'homme a toujours voulu aller au-delà des limites atteintes en ce qui concerne l'explication de la connaissance de l'univers et de sa conduite et celle de ses frères qu'une partie de l'humanité a résolu aussi d'aller, par ses propres moyens, à la maîtrise de son destin ?

Rien n'est valable qui repose sur l'oubli ou le mépris de l'homme. Les prétextes, les intentions théoriquement les plus pures religion, paradis céleste ou terrestre, vérité, science, philosophie, révolution – ne sont qu'erreurs ou mensonges, obsessions pathologiques quand l'homme et sa souffrance ne sont pas toujours présents à l'esprit de leurs apologistes. A l'échelle humaine il n'est de vérité valable que celle qui se base sur le respect de tous et de chacun et sur la fraternité

envers nos semblables. La seule révolution digne de ce nom est celle qui apporte plus de bonheur grâce aux pratiques de la solidarité qui est libre accord et libre concert. Nous savons que bien des étapes de progrès ont coûté des souffrances et des sacrifices, que tout pas en avant a été payé d'efforts souvent cruels. Mais ceux-ci ne sont valables et féconds en résultats heureux que dans la mesure où ils ont été librement acceptés et supportés par ceux qui les ont subis. Car ceux-là savent, ou comprennent, quelles en sont les limites acceptables, et à partir de quand le sacrifice du présent à l'avenir n'engage pas l'avenir lui-même sur les sentiers de régression.

Les grands possédés de l'histoire qui veulent conduire l'humanité vers les buts magnifiques qu'ils ont choisis pour elle en lui imposant des chemins de croix ne font que la crucifier au nom des paradis futurs. Mais l'humanité n'ira jamais vers le mieux que dans la mesure où elle sera guidée d'abord par la conscience d'une condition toujours plus noble qu'elle s'efforcera d'accomplir.

L'homme, toujours l'homme : il nous faut obstinément y revenir.

L'homme suivant sa loi naturelle, et son destin propre. Loin d'avoir été créé d'un coup dans sa forme achevée par un être imaginaire et tout-puissant, il est le résultat de la lente évolution des formes de vie d'abord élémentaires qui, sur notre planète, et depuis quatre milliards et demi d'années, par des progrès successifs et des éliminations innombrables a conduit les premiers micro-organismes jusqu'à lui. Il est le fruit de ces étapes multiples, de ces luttes, de ces métamorphoses, de ces transformations, de ces mutations que nous révèlent les sciences biologiques, l'histoire naturelle, la paléontologie, l'ethnologie, toutes les sciences qui embrassent la vie en son infinie complexité¹.

Aujourd'hui, même les paléontologistes, les ethnologues, les biologistes qui font profession de foi religieuse admettent notre parenté avec nos lointains parents simiesques ou néo-simiesques, et qu'entre l'Australopithèque et les grands anthropoïdes les formes de vie sont

¹ Pour Bakounine, tous les corps occupent un espace, sont pesants, chauds, lumineux, électriques, et subissent des transformations chimiques. « Aucun n'est réel en dehors de ces conditions-là, aucun ne peut exister sans ces propriétés essentielles qui constituent son mouvement, son action, ses transformations incessantes. » (VIII, 256.) (R.B.)

inséparables. L'humanité est le résultat, la synthèse, la représentation de cette lente évolution, l'aboutissement des développements qui l'ont précédée, de ce qui était en elle à l'état potentiel ; mais elle est aussi le résultat de son autoformation constante, qui fait partie de la loi générale de sa constitution, dans laquelle les familles ethniques, les minorités, les individus plus doués ont été à l'avant-garde, comme un résultat et un instrument des lois biologiques de la féconde nature ¹.

Cette vision des choses, cette observation et cette application consciente de nos caractéristiques propres constituent la base de ce que nous appelons l'humanisme. Et l'homme en ce qu'il y a en lui de dignification de la vie, ne mérite ce nom que dans la mesure où il prend une part lucide et volontaire à ce processus biologique dont il est issu et qui a conduit jusqu'à lui. Car sa richesse psychologique, sa faculté de penser, de réfléchir, de rêver, de vouloir, de comparer, de choisir, de cataloguer et de se prononcer constituent ses caractéristiques essentiellement humaines.

Tout ce qui précède nous permet d'affirmer que c'est dans cette direction que résident le progrès et l'avenir valables de notre espèce. Aussi, les commandements extérieurs à elle-même, qu'ils proviennent des Eglises ou des structures artificielles gouvernementales ou étatiques, sont une déviation de cette autodirection de l'humanité, de cette possibilité de choix et de détermination. Tout ce qui conduit extérieurement la grande famille humaine, lui imposant des lignes de conduite non élaborées par elle-même, provoque toujours l'apparition d'abus, d'autoritarisme et d'oppression. Il est possible que, jusqu'ici, et sur le plan général de la société, cela ait été inévitable ou nécessaire ; mais devant les systématisations généralisées, le temps est venu de se demander si des normes différentes ne seraient pas applicables, et nécessaires aussi. Certes, l'organisation suprasociale a quelquefois, parce que l'Etat en avait les moyens, contribué à certains progrès ou à la réalisation d'activités utiles, mais en règle générale, les peuples et les nations ont dû payer si cher, sous forme d'exploitation fiscale, d'exactions, de guerre, de domination bureaucratique et

¹ Cf. Bakounine pour qui le monde organique est le « développement non interrompu et direct du monde organique » et, par conséquent, la pensée n'est qu'une forme « des fonctionnements tout à fait matériels de la matière organisée et vivante » (VIII, 195). (R.B.)

d'esclavage les services ainsi rendus, que le bilan est toujours plus négatif que positif.

Non : tant que l'humanité cherchera en dehors d'elle-même dans des systèmes métaphysiques, politiques ou sociaux, des règles de conduite ou d'organisation, elle errera sur les chemins de l'aventure douloureuse et sanglante. Jusqu'à maintenant, en suivant cette voie, elle a beaucoup plus gémi dans le malheur qu'elle ne s'est réjouie dans le bonheur, et l'impérialisme des institutions qui se chargent de la conduire lui réserve davantage de déconvenues que de satisfactions.

Répétons-le, opiniâtrement : la mesure de la société humaine, c'est l'homme. Pas seulement le bipède orgueilleux de sa station debout, mais l'homme-pensée, l'homme-conscience, l'homme-créateur en action, et le plus possible libéré des imperfections inhérentes aux facteurs multiples et complexes que le mécanisme de la vie a placés en lui ; l'homme construisant son destin et solidaire de ses semblables. Ce concept de base, étendu à tous, nous fait repousser les fondateurs de systèmes qui voudraient nous astreindre à nous laisser organiser comme des êtres sans pensée, sans conscience et sans volonté.

Au point de vue de la valeur et de l'utilité du progrès humain satisfaisant ceux qui n'ont pas dégénéré dans une béatitude animale que la jouissance de biens matériels tend de plus en plus à fomentier et à étendre, tous les partis et leurs programmes nous apparaissent épuisés. Même quand ils réalisent des progrès sociaux indéniables, ils rebutent maintenant l'élite qui obéit d'abord à sa conscience et à son cœur, quelle que soit la classe dont les membres procèdent. Il semble que ces partis n'aient plus d'allant, que leur sève soit tarie. Car les réalisations ne sont pas que matérielles, et les créations d'un automatisme physique qui tend à nous transformer en gouvernés passifs et consentants ne peuvent plus satisfaire ou exalter ce qui constitue le meilleur de nous-mêmes. Nous sommes entrés dans un âge nouveau où dominant, ou tendent à dominer, les techniques et les technologies qui veulent créer un monde dans lequel le règne de l'humain, submergé par celui des mécanismes, apparaît superfétatoire. Mais nous refusons de nous incliner.

L'homme est, dans la nature, une nouvelle étape de la nature même. Il en est le fils et il en vit les lois, mais aussi il les modifie et leur imprime une nouvelle direction selon son génie, sa vision des choses, sa force de détermination. Fait naturel, il est un prolongement

révolutionnaire des faits naturels ; il a déjà modifié la géographie de l'écorce terrestre et il continuera de la modifier ; il modifie les lois physiques dont il est le fils et il crée de nouveaux éléments de la matière. C'est ce principe qu'il doit appliquer dans la vie de la société. L'humanité doit se déterminer elle-même, ce qui est l'opposé des minorités qui prétendent obligatoirement lui imposer son histoire.

* * *

Du jour où les partis politiques, les formations autoritaires, les hommes du pouvoir s'attribuent la représentation des collectivités humaines, agissent et commandent en leur nom, nous tombons sous le régime des dictatures bien organisées, des mécanismes dominateurs plus ou moins bien huilés, mais artificiels qui nous éloignent de la biologie sociale que nous devons appliquer consciemment ; et nous renonçons à nous-mêmes.

C'est par une participation individuelle et collective, effective et directe à tout ce qui se rapporte aux affaires humaines que nous nous sauverons des scléroses, des ankyloses, des dominations paralysantes, ou des automatismes déshumanisants. Nous savons que tous ne sont pas également aptes à participer heureusement à l'organisation de la vie sociale, ni aux déterminations qu'elle implique. Mais si mille individus sont commandés et n'ont qu'à obéir et à accepter les directives venues d'en haut, tous ceux qui, à différents degrés, sont capables de participer avec leur intelligence, leur initiative, leur esprit d'entreprise aux affaires sociales et publiques seront réduits au rôle dégradant d'engrenages ou de robots. Il ne peut qu'en résulter un appauvrissement général des esprits, et une civilisation se meurt quand elle est ainsi vidée de sa substance intellectuelle appliquée à la vie sociale. Jamais une société n'a pu s'élever à un haut degré, ou du moins à un degré suffisant de civilisation sans que les citoyens acceptent virilement leurs responsabilités individuelles. Nous avons donc le droit et le devoir de passer au crible les perspectives qui nous sont offertes par les idéologues de la technique et de la technologie. La vieille formule du socialisme « il n'est pas de droits sans devoirs, il n'est pas de devoirs sans droits » serait aussi juste, à l'échelle individuelle, en société socialiste qu'elle l'est en société capitaliste.

Car, débordant le seul angle de vision de la lutte des classes, elle demeure, au plus haut degré, à tous les rouages de la vie collective.

D'autre part, quoique nous soyons partisans de la suppression de l'Etat, superstructure artificielle, dans l'organisation des sociétés humaines, ce qui commande en nous une conception nouvelle de la civilisation, nous admettons qu'il est possible que, du moins pour une longue période, l'Etat continue d'exister car la majorité des hommes tardera à s'habituer à cette idée de rapports sociaux, de services publics et d'activités économiques sans mécanisme gouvernemental dominateur. Mais cela n'est pas une raison pour que ceux qui admettent que le système non étatique est ou serait préférable n'essaient pas d'agir en marge de ce système. Le libéralisme bourgeois du dix-neuvième siècle s'y est efforcé, et dans les domaines dont il s'est occupé, n'a pas si mal réussi. La société nord-américaine est le moins étatique possible, ainsi que l'Allemagne fédérale de nos jours : on ne voit pas que des choses, qui sont cependant loin d'être toujours une image de perfection, y aillent plus mal que dans la France actuelle, pays centraliste par excellence, qui s'étatise de plus en plus, ou dans la Russie soviétique et les nations satellites tout à fait asservies aux organismes officiels. Historiquement on peut opposer Athènes à Rome, l'Espagne arabe à l'Espagne qui l'a suivie. C'est pourquoi, même si l'on pense que l'Etat, plus ou moins développé, continuera d'exister pendant longtemps, notre attitude doit être envers lui à la fois critique et constructive, tendant à réduire le plus possible ses fonctions et ses attributions, assumant par des méthodes d'organisation libre et directe les besognes utiles dont il s'est chargé. Devant le danger de son emprise monolithique c'est à une nouvelle Renaissance qu'il nous faut songer. Car, précisément, la Renaissance qui nous libéra d'un monde de ténèbres de superstitions, de servages, d'oppression et de barbarie fut le contraire du développement de l'étatisme et de l'étatisation ; elle fut possible par l'absence de puissants organismes fonctionnels gouvernementaux. Fille de la culture grecque, juive et arabe, elle naquit dans les libres cités italiennes, qui rappelaient Athènes et Corinthe – avec, aussi, leurs rivalités que nous n'oublions pas – et c'est au sein de ces villes que purent s'épanouir la philosophie, l'art, la science, la culture générale, toutes les écoles où peinture, sculpture, littérature, allaient de pair avec les mathématiques, la physique et autres découvertes scientifiques.

L'emprise des mécanismes sociaux et des structures stéréotypées constitue une nouvelle menace d'engourdissement et d'asservissement doré contre laquelle nous nous rebellons. La création d'un monde fonctionnarisé conduirait à un Moyen Age d'un nouveau genre que certains penseurs ont déjà dénoncé, et qu'il nous faut prévenir à temps en intensifiant l'esprit de nouvelle Renaissance humaine.

L'heure est donc venue d'étendre le principe et la pratique libertaires de la solidarité créatrice, et comme norme juridique et morale lucidement appliquée à l'échelle locale, nationale, continentale et terrestre.

LA LIBERTÉ

Contrairement à une affirmation commune, l'homme ne naît pas libre, car être libre c'est penser et agir comme on le veut, et à sa naissance l'être humain n'a encore ni pensée, ni possibilité d'action, ni volonté. Le bébé ne se manifeste que par un instinct vital : celui de se développer, comme tout ce qui croît et se développe pour arriver à maturité. Plante, animal, être humain, la loi biologique est la même. La liberté réside alors dans cette possibilité de croissance, l'absence de liberté dans les obstacles qui lui sont opposés.

Mais cette possibilité elle-même, de quoi est-elle faite, sinon d'une autre qu'elle présuppose : celle de satisfaire aux besoins impérieux que la nature a mis en nous ? Besoins d'aliments, de nourriture. S'ils sont satisfaits, le petit être qui sera plus tard un homme est libre, au stade de la liberté qui correspond à son âge. S'ils ne le sont pas, si cette vie organique est brimée, comprimée, il y a une forme d'esclavage qui provient de la nature même. On peut donc dire qu'une société dont tous les membres ne satisfont pas, dès le premier jour, leurs besoins physiologiques et de soins corporels, attente à la liberté la plus élémentaire et la plus nécessaire, et que déjà cette question implique la nécessité d'une organisation sociale et collective dont un des devoirs est la protection de l'individu.

D'un autre point de vue, on peut affirmer que l'homme naît esclave. D'abord des exigences matérielles qui ne sont pas seulement propres à la première enfance, mais à toute la durée de la vie. Le besoin de se nourrir, de se vêtir, de s'abriter, de reposer, de se soigner

ou d'être soigné, tout cela nous apparente, en les transcendant, à nos frères inférieurs. C'est la grande loi non seulement de notre vie, mais de la vie. Nos lointains ancêtres qui n'avaient pas encore découvert les moyens techniques d'assurer les ressources alimentaires nécessaires à leur subsistance, qui tout au long des jours étaient harcelés par la lutte contre la faim n'étaient pas libres. Le couple isolé des primitifs du centre de l'Australie ou de la Terre de Feu qui se déplaçait constamment en quête de nourriture, portant sur le dos ou sur la tête ses bagages rudimentaires, n'était pas libre. Les hominiens qui devaient parcourir des dizaines de kilomètres carrés pour pratiquer la cueillette de baies sauvages minuscules, piégeant difficilement ou tuant à la course de petits animaux, fuyant les bêtes de l'âge tertiaire ou du début du quaternaire, disputant leurs cavernes aux fauves, n'étaient pas libres. Il y a une liberté naturelle, mais il y a aussi un esclavage naturel, qu'imposent les forces aveugles, les éléments, les besoins qui harcèlent, entourent l'homme désarmé, et qui l'écrasent.

Esclavage purement matériel, dépendant de lois fatales qui sont en nous, et hors de nous, et dont nous ne pouvons que difficilement nous libérer. Il n'est que se rappeler les famines du Moyen Age, ou celles qui, de nos jours encore, sévissent dans l'Inde, pour en comprendre l'ampleur. Ou encore les maladies, les épidémies, parfaitement naturelles, elles aussi, qui tant de fois ont décimé les populations ¹. Ou les difficultés qu'éprouvent certains groupements primitifs pour imaginer, pour construire un abri.

L'esclavage spirituel a pesé pendant longtemps aussi sur nos ancêtres à l'état de nature. L'homme est tel parce qu'à conséquence d'impressions reçues il interroge, il s'interroge. Et pendant un million d'années ceux dont nous descendons ont vécu au milieu d'un grand nombre de phénomènes qui les frappaient en leurs instincts, leur sensibilité, leur imagination, leur pensée naissante. Ces phénomènes auxquels ils assistaient sans pouvoir se les expliquer, la nuit et le jour, les orages, la foudre, la maladie, la fièvre, la mort, les inondations, les tempêtes, les cataclysmes, les catastrophes géologiques, les rêves, les cauchemars, tout cela fut une cause permanente d'inquiétude et de tourment. Et tout cela s'installa en eux à l'état permanent. Ils pouvaient, à certaine époque, n'être pas assujettis à des lois sociales,

¹ Soixante millions de morts de la variole, ou XVII^e siècle, dans le monde connu.

orales ou écrites, à aucun règlement, aucun gouvernement, aucun Etat : ils n'étaient cependant pas libres. Dans ce cas aussi la liberté ne fut possible qu'à un stade supérieur de leur évolution.

De fait, elle n'apparaît que quand les hommes ont appris à s'entraider. Il est difficile de dire que ce stade fut atteint par tous les primitifs, car nous ignorons si tous ont commencé par vivre en familles isolées – quoiqu'il en soit ainsi chez les grands primates –. Mais, indiscutablement, c'est en unissant leurs efforts, en vivant et en luttant ensemble contre les obstacles que la vie les entourant leur opposait qu'ils se sont libérés plus ou moins largement de la faim, du froid, de la peur. Même si l'on peut penser qu'ils restreignaient leur liberté en créant entre eux des liens d'interdépendance, la pire dépendance était celle dont ils se libéraient alors, et l'homme le plus esclave était, et sera toujours le plus isolé dans la nature encore sauvage.

Mais pour maintenir leur existence et rendre possible leur coexistence entre membres d'un même groupement, les hommes établirent des normes, des coutumes, des règlements, un droit, des croyances fictives même. Le totem était un artifice de ce genre. Il fut certainement une nécessité psychologique, individuelle et sociale, car d'une part, il donnait une explication de la naissance lointaine du clan, d'autre part, il expliquait l'origine des composants de ce clan auquel trop souvent se limitait la vision de l'espèce. Mais même à travers ses erreurs, l'humanité était en marche. Elle ne se contentait plus d'être la proie de l'ignorance, et de la terreur. Elle inventait des explications. Et comme elle avait inventé l'outil matériel qui devait l'aider à vivre, elle ébauchait l'outil intellectuel qui devait la libérer davantage.

Puis au sein des groupements, et comme conséquence de leur constitution, le problème de la liberté se posa sous une autre forme : celle des rapports entre l'individu et le groupe. La vie collective était la condition de la vie individuelle, et tout récemment encore, l'exclusion du clan africain équivalait à une condamnation à mort. N'en est-il pas de même dans la jungle amazonienne ? D'autre part, le respect des règles établies était la condition de la collectivité, et par voie de conséquence de l'individu même.

Mais à mesure que les hommes évoluaient, au sens progressif du mot, ils se différençaient, acquéraient des caractéristiques propres,

une personnalité en certains points différents de l'esprit communautaire uniforme ou ce la mentalité grégaire dominante.

Dans quelle mesure l'individu ayant des préférences personnelles sur telle ou telle chose, voulant agir d'une façon nouvelle, mettant en doute certaines coutumes, pouvait-il le faire ? Nous ne pouvons le dire, mais il est certain que la réaction collective fut d'abord, comme elle est généralement devant les novateurs, un réflexe de défense. La collectivité craignit que le changement de coutumes, de mœurs, de comportements, de croyances ne la mît en péril. Et généralement elle s'opposa à cette liberté individuelle.

Toutefois, celle-ci ne fut pas seulement contrecarrée par l'attachement aux traditions, en partie justifié, ou du moins explicable. L'autorité politique apparut à son tour. Quelle en fut la source ? Selon les adeptes de l'économisme historique, elle provenait de la destruction de la communauté primitive conséquence de l'apparition de nouvelles techniques de production. Nous disons que le problème est beaucoup plus complexe. Les spécialistes en psychologie animale ont constaté, et constatent, que l'esprit de domination existe déjà chez les animaux de basse-cour, dans les colonies de corbeaux, les troupes de bovidés, de cervidés ou de loups, les familles de morses, même les bancs ou bandes de poissons. Elle apparaît comme un fait naturel, sans doute dérivé de la lutte pour la vie qui a obligé les êtres vivants à se vaincre mutuellement, à s'imposer les uns aux autres. Elle est aussi un dérivé de la rivalité sexuelle, conduisant à la sélection pour la reproduction.

L'autorité provient aussi de ce fait que, généralement, le plus apte, le plus doué, le plus capable se porte en avant et guide les autres dans un grand nombre d'activités spécialisées ou collectives. Or, bien difficile à saisir est l'évolution qui change insensiblement le guide technique en chef dominateur. Chez l'homme, dont les facultés psychologiques sont si diverses et souvent s'enchevêtrent, il arrive fréquemment qu'un même individu vit à cheval sur ces deux états. De plus, c'est une de ses caractéristiques que pousser à fond, à un degré qui n'appartient qu'à lui, ce qu'il entreprend. Pour le mal comme pour le bien, pour la cruauté comme pour la bonté, pour ce que nous appelons vice comme pour ce que nous appelons vertu, il est dans sa nature de toujours reculer les bornes. Et son intelligence aidant, son

imagination lui ouvrant la voie, il va souvent au-delà de ce dont lui-même se croyait capable.

Ajoutons le plaisir du commandement. L'origine a pu en être une nécessité collective, les facultés acquises demeurent, bien que les causes premières aient disparu. Dominer ses semblables est un plaisir pour un très grand nombre d'individus, d'autant plus que la vanité est encore une caractéristique humaine. La « volonté de pouvoir » existe aussi bien chez la mère ou chez l'homme quelconque, ou chez l'enfant aimant à commander ses camarades de jeu, et les grands conquérants de l'histoire n'ont pas obéi à une loi psychologique fondamentalement différente.

Amalgamés ou non, tous ces éléments ont fait naître ce qui est devenu l'autorité politique après avoir été domination humaine. L'hypothèse de Rousseau n'est pas juste, car rien n'a confirmé que les premiers groupements humains se soient constitués par délibération raisonnée, et aient organisé une structure gouvernementale pour mettre fin au désordre causé par une liberté antisociale.

Le chef exerçant une autorité politique a commencé par commander seul. Comme les mâles d'un troupeau se disputant la priorité autoritaire, il n'a pas admis de concurrents. Souvent sorcier, thaumaturge, chef militaire, semi-juriste se prévalant de ses connaissances du droit coutumier, il a été chargé, ou s'est chargé de la direction du clan. Les ethnologues, les voyageurs, les sociologues spécialisés nous le montrent généralement disposant de la richesse commune (le politique domine l'économique), accaparant les femmes, autorisant ou prohibant les mariages, exerçant le droit de vie et de mort, sorcier ou prêtre interprétant les frustes éléments de religion établis selon sa conception, selon, aussi, ses intérêts personnels. A l'échelon supérieur, il a des ministres, des serviteurs, des soldats. Un peu plus haut, il est roitelet. Plus haut encore, le voici roi. S'il possède l'envergure nécessaire, s'il sait contracter des alliances avantageuses et profiter des circonstances favorables, il créera même un empire.

Au long du chemin ainsi parcouru, les restrictions à l'indépendance individuelle des membres du clan, qui s'expliquaient quand il s'agissait de l'existence et de la survivance du groupe, ne jouent plus. Elles obéissent maintenant à d'autres raisons, elles ont pour but essentiel la conservation de l'appareil autoritaire et la jouissance du pouvoir. Le problème de la liberté se pose sous un aspect nouveau.

* * *

Une phase, ou des phases successives se succèdent rapidement quand les individus non conformistes parviennent à rompre avec l'ankylose du groupe ou avec l'obéissance à l'autorité établie. Le progrès sous toutes ses formes : modalités d'existence, normes juridiques, méthodes de travail, croyances, interprétation des légendes et des faits naturels, exige la liberté de penser et d'exprimer sa pensée, la liberté d'entreprendre, de réaliser, et même, dans la recherche, le droit de se tromper. Cette évidence nous permet d'affirmer qu'il n'est pas de progrès sans liberté. Celle-ci n'est pas l'instrument du savoir, mais elle en est la condition indispensable. Ce qui stagne croupit. L'évolution est un fleuve aux eaux claires, qui peuvent charrier accidentellement de la boue, mais qui, toujours, reflètent la beauté des sites qu'il traverse.

C'est pourquoi les régimes autoritaires ne correspondent jamais aux siècles de lumière ni de l'épanouissement intellectuel. La peur du bâcher fit abjurer Galilée, mais la puissance de ce génie et l'ampleur de ses découvertes purent imposer en définitive ce qu'il avait découvert et révélé ; pourtant, combien d'autres chercheurs furent paralysés par la menace des despotismes et de l'Inquisition ! Tout au plus les régimes dictatoriaux favorisent-ils les découvertes qui servent leur puissance. Le progrès des sciences, des arts, de la pensée, a besoin de l'atmosphère et du grand souffle de la liberté. Le génie s'étiole dans l'esclavage, ou il ne s'y développe jamais.

Ce qui se produit pour la liberté intellectuelle se produit également quant à la liberté civique. Les normes établies pour assurer la vie du groupement deviennent parfois, selon l'esprit avec lequel elles sont interprétées ou appliquées, comme un corset de fer qui emprisonne, qui étouffe tout en soutenant. Aussi les structures autoritaires immobilisent plus qu'elles n'incitent à aller de l'avant. Certes, même réduite à une fédération de villages ou de tribus, une société doit nécessairement établir les liens indispensables pour assurer et harmoniser les activités et les rapports de tous ses membres. Mais quand le mécanisme organisationnel déborde un certain plafond, et au lieu d'être partie intégrante du corps social devient une superstructure qui impose sa loi, l'organisme coordinateur s'est transformé en

organisme dominateur. Il se sert de la société au lieu de la servir. Alors le moment arrive où il faut changer les méthodes et, comme disait Saint-Simon, remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses.

* * *

Une telle conception de la liberté comme condition du progrès n'est pas la seule raison pour laquelle nous la revendiquons passionnément. Car avant tout elle est pour tous les hommes, si ignorants soient-ils, si éloignés de la culture que nous les imaginions, inséparable de la dignité. Ce langage sera sans doute incompréhensible à ceux pour qui seuls comptent les modes de production et la forme de propriété. Mais n'en déplaise à Marx et au marxisme, la révolte contre l'esclavage, contre la servitude et l'humiliation, contre l'obéissance forcée, est aussi un grand levier de l'histoire et du progrès humain. Dites aux hommes de ne plus avoir de pensée personnelle ou interdisez-leur d'exprimer ce qu'ils pensent, de dire « non » quand ils en éprouvent le besoin, interdisez-leur de ne pas s'opposer à ce qu'ils croient mauvais, exigez-leur de toujours se soumettre sous la menace... A moins d'être réduits à l'état de troupeaux ils se révolteront dans la mesure où ils le pourront, ou s'ils se soumettent ce sera par la force. Certains peuvent même ne pas connaître le mot « dignité » : qu'importe !, elle est en eux, elle dicte aussi leur conduite. On dit souvent, et c'est vrai, que l'on s'aperçoit de la valeur de la liberté lorsqu'on l'a perdue. Mais le nouvel état de fait qui vous l'a fait perdre, aura beau remplacer le droit d'aller, de venir, de dire ce que l'on pense, de faire ce que l'on veut par une vie matérielle qu'envieraient les plus fortunés, les mets les meilleurs auront une saveur amère et les hommes dignes de ce nom ne songeront qu'à sortir de leur servitude. C'est ce qui se produit en ce moment en Russie, dans les nations satellisées par l'impérialisme dit communiste, à Cuba et en Chine.

* * *

Même de ce point de vue matériel les régimes totalitaires ne donnent satisfaction qu'à ceux qui en sont les profiteurs. Nous en avons à notre époque une démonstration exemplaire. Quoiqu'ils ne le disent pas toujours à ceux qu'ils veulent attirer, les communistes pensent que l'important est d'atteindre à un certain niveau de vie grâce à la socialisation des biens et à l'égalité économique. La liberté viendra comme une conséquence puisque, toujours selon eux, l'oppression politique est la conséquence de l'existence des classes sociales antagoniques.

Nous avons dit précédemment combien la satisfaction des besoins physiologiques est pour nous inséparable de la conception intégrale de la liberté. Aussi ne pourra-t-on pas nous accuser d'avoir de cette dernière une vue abstraite ou métaphysique. Sans égalité économique, la société est divisée non seulement en pauvres et en riches, mais en maîtres et en esclaves. Et si le privilège économique permet d'accéder au privilège politique, ou de commandement, il est également vrai que le privilège politique ou de commandement permet d'accéder au privilège économique. Dans de longues étapes de l'histoire, c'est toujours l'homme armé qui a fait travailler les autres à son profit, et généralement une fois enrichi, il est devenu le détenteur de la richesse qui a, selon les régimes, imposé à son tour sa loi à l'homme armé. Là donc où une caste, un parti unique – qui devient vite une caste – domine sur un pays, une nation ou un peuples, une forme d'exploitation de l'homme par l'homme apparaît. La propriété individuelle des moyens de production a beau avoir disparu, de nouvelles hiérarchies sociales s'imposent grâce à la hiérarchie du pouvoir, et l'inégalité disparue resurgit avec des résultats semblables à ceux du régime précédent pour la grande masse du peuple.

* * *

Dans son livre *l'Etat de la Révolution*, Lénine posait nettement le problème de l'Etat et de la liberté, comme Marx l'avait posé dans sa polémique avec Bakounine. Il est utile de suivre son raisonnement que semblent méconnaître absolument ceux qui se réclament du marxisme-léniniste.

« ... la dictature du prolétariat apporte une série de restrictions à la liberté pour les oppresseurs, les exploiters et les capitalistes. Ceux-là nous devons les réprimer afin de libérer l'humanité de l'esclavage salarié ; il faut briser leur résistance par la force ; il est donc évident que là où il y a répression et violence il n'y a pas de liberté, ni de démocratie. »

Et immédiatement après, Lénine enchaîne :

« Cela, Engels l'a admirablement exprimé dans sa lettre à Bebel où il disait :

« Tant que le prolétariat a besoin de l'Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires ; et le jour où l'on pourra parler de liberté, il n'y aura plus d'Etat. »

Un peu plus loin, après une dissertation théorique où il expose que l'inégalité ne pourra disparaître que dans la phase parfaite du communisme qui suppose l'application du principe proclamé par Louis Blanc : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », Lénine conclut d'une façon péremptoire :

« Maintenant seulement nous pouvons apprécier toute la justesse des remarques d'Engels accablant de ses sarcasmes impitoyables cet absurde accouplement de mots « liberté » et « Etat ». Tant que l'Etat existe, pas de liberté. Quand il y aura liberté, il n'y aura plus d'Etat. »

Pourtant, tous les léninistes-marxistes, ou marxistes-léninistes, partisans de Moscou, de Rome ou de Pékin dans la querelle qui les oppose sur les moyens les plus marxistes-léninistes de réaliser le socialisme, affirment que les peuples russe et chinois sont libres – malgré les référendums à 99,5 pour cent. Pourtant, aussi, l'Etat existe en Russie et en Chine, et dans les pays satellites de l'Europe de l'Est ; il y est formidablement constitué, avec ses millions de fonctionnaires, sa législation inébranlable, son appareil de domination qui s'impose dans la vie privée comme dans la vie publique, dans l'organisation du travail sous l'égide du parti dominant, dans la presse uniformisée, dans la censure permanente, dans l'interdiction de fonder des courants

de pensée ou d'action non marxistes-léninistes officiels, dans les institutions répressives, la police secrète ou non secrète toujours soumise aux ministères correspondants, lesquels dépendent du parti unique, dans les tribunaux, les prisons où ne sont pas morts que des capitalistes et des exploiters du peuple, mais bien davantage des révolutionnaires, et où l'horreur du stalinisme a égalé celle de l'hitlérisme.

Alors ? Engels ne savait donc pas ce qu'il disait ? Lénine ne le savait pas non plus ? Comment ceux qui en Occident se réclament d'eux ont-ils le front d'user de cet absurde accouplement de mots « liberté » et « Etat », et même de nous proposer cette antinomie sous prétexte de nous émanciper ?

Dans l'ensemble, ils mentent, tout simplement. Ils mentent pour attirer des adhérents dont ils ont besoin afin de constituer une force leur permettant d'atteindre leurs objectifs, qui ne sont peut-être pas l'instauration volontaire d'un régime de dictature sur le peuple, mais qui ne sont pas davantage, ou qui sont moins encore l'instauration d'un régime de liberté. Car avant tout le rôle qu'ils s'assignent, ou qu'on leur assigne, a déterminé en eux l'intoxication du pouvoir.

Depuis qu'après la Première Guerre mondiale les régimes totalitaires se sont installés en Europe, le totalitarisme de droite a pu parler ouvertement, comme l'a fait Mussolini, de « marcher sur le cadavre pourri de la liberté ». Mais le totalitarisme de gauche ne pouvait tenir le même langage, car il s'adressait à des gens pour qui la liberté avait une valeur éminente. Aussi multiplia-t-il les tours de passe-passe théoriques et pratiques. Le premier soin des triomphateurs révolutionnaires fut, en même temps qu'il poursuivait, fusillait ou faisait mourir dans les prisons et les camps de concentration d'autres révolutionnaires qui avaient connu plus qu'eux les persécutions tsaristes, et qui, tout autant qu'eux, voulaient instaurer le socialisme – mais avec des méthodes différentes – de les calomnier devant l'opinion publique et révolutionnaire mal informée. Cela leur était facile puisque eux seuls disposaient de la presse, de la radio, de l'imprimerie, des possibilités d'expression orale qu'ils interdisaient aux autres, de tous les moyens d'information qu'accaparait le nouvel Etat. Il fallut arriver aux fameux procès de Moscou et au massacre des grands chefs communistes de 1917 pour que l'attention des hommes de gauche fût enfin mobilisée. Mais il était trop tard. L'extermination

des communistes non staliniens avait eu lieu. Vint ensuite l'extermination des communistes staliniens qui ne plaisaient pas au despote oriental intronisé au Kremlin. De semblables massacres eurent lieu dans les pays satellites. Maintenant, à peu près tous les fusillés, qui hier avaient « reconnu », sous le chantage et la torture, les crimes de trahison dont on les accusait, ont été réhabilités. Et les communistes français, italiens, anglais, chinois, espagnols, argentins, de tous les pays et de toutes les nationalités qui approuvèrent ces répressions atroces en surenchérissant pour les justifier, applaudissent aujourd'hui sans que se pose à eux le moindre cas de conscience, sans que le remords ne les harcèle nuit et jour, ces réhabilitations.

Cette anesthésie morale des uns, ce cynisme politique des autres sont des conséquences directes de la passion dominatrice qui s'est emparée des hommes pour qui comptent avant tout et par-dessus tout, même s'ils se mentent à eux-mêmes par l'invocation de buts plus élevés, la conquête et l'exercice du pouvoir. Nous nous trouvons devant toute l'horreur, rarement atteinte dans l'histoire, de la psychose dictatoriale et de la certitude souveraine. Souvent, les intoxiqués n'ont pas même conscience des changements de leurs attitudes et de leurs comportements. L'autonomie mentale n'existe plus en eux. Leurs maîtres à penser et à parler appliquent avec un art sans pareil la théorie des réflexes conditionnés, et ils ont si bien asservi, domestiqué, soumis, malaxé l'esprit et l'intelligence de leurs partisans que les uns obéissent en pleine lucidité, les autres sous l'empire des automatismes psychologiques savamment créés et dirigés.

* * *

Mais cette dictature qui s'empare du tréfonds des êtres en exploitant ce qu'il y a en eux de meilleur ou de pire a d'autres conséquences majeures. La littérature russe de la période qui commence en 1917 est loin de valoir celle de la période précédente. Un seul grand écrivain pouvant être comparé à Tolstoï, Gorki, Andréïev, Tchékov ou Dostoïevsky est apparu : Boris Pasternak, dont on sait le sort. Et dans les sciences, aucun savant, à cette époque où ils abondent tant dans le reste du monde, ne s'est élevé à la hauteur d'un Mendéléev, mort en 1907, ou d'un Pavlov, prix Nobel en 1904 pour les découvertes qui l'ont rendu célèbre. La Russie soviétique a surtout

de grands techniciens qui ont utilisé les découvertes fondamentales faites dans le reste du monde pour construire des fusées. Mais des étudiants de seize ans en fabriquent aussi. Les principes théoriques étant établis, tout n'est que question de moyens. Le gouvernement russe a jeté dans la balance, pour gagner une course mondiale au prestige et l'admiration des foules d'immenses ressources qui auraient, en pays socialiste, été beaucoup mieux employées pour améliorer la vie matérielle de la population.

De tels résultats, et beaucoup d'autres du même genre, sont la conséquence des méthodes étatiques appliquées à l'économie. Ils ne s'expliquent pas seulement parce que Staline avait donné la priorité à l'industrie lourde sur l'industrie légère dans le but de « défendre la Russie », et surtout de conserver le glacis composé du tiers de l'Europe dont il s'est emparé grâce à l'Armée rouge, mais parce que, malgré les apparences, malgré les statistiques mensongères répandues comme facteur de propagande des plus efficaces, l'économie russe marque le pas dans un grand nombre de domaines.

Si nous additionnions tous les pourcentages d'augmentation qu'on a proclamés à foison pour vanter le régime dit soviétique, le niveau de vie serait le plus élevé qui soit. Il a fallu la mort de Staline pour que Khrouchev montre, chiffres en mains, qu'il y avait alors moins de têtes de bétail par habitant qu'à l'époque tsariste. Les échecs successifs de l'agriculture russe sont suffisamment connus pour que nous y insistions.

Pourtant, 45 à 48 pour cent (selon les statistiques officielles) de la population et de la main-d'œuvre résident et sont occupés dans les campagnes, alors qu'il n'y en a que sept pour cent aux Etats-Unis, vingt-cinq pour cent en France, où cette proportion continue de diminuer, sept pour cent en Allemagne pour produire soixante-dix pour cent des produits alimentaires agricoles nécessaires à la population.

La liberté, la liberté !, sinon les hommes ne seront que des morts vivants. Liberté de vivre, de pensée, et d'expression de la pensée, liberté d'organisation, de critique, de recherche, de faire, d'entreprendre, de créer, d'exercer la solidarité et l'entraide qui n'ont rien à voir avec la servitude imposée. La liberté, source d'inspiration, de lumière et de progrès ; la liberté muse de l'histoire sans laquelle les meilleures techniques ne seront que des instruments d'esclavage. La

liberté, garantie de la dignité de l'homme et de la grandeur de son avenir : voilà le postulat essentiel sans lequel jamais ne sera réalisé l'idéal de justice, d'égalité sociale et de fraternité pour lequel a, depuis des siècles, lutté le meilleur de l'humanité.

L'ÉTAT

La définition marxiste de l'Etat est qu'il constitue une organisation autoritaire créée par la classe économiquement dominante pour maintenir sous son joug la classe économiquement dominée. Cette affirmation doctrinaire a pour conséquence pratique que le prolétariat peut et doit, en période révolutionnaire, employer l'Etat pour lutter contre les capitalistes – qui, pourtant, à ce stade des événements, sont déjà dépossédés et réduits à l'impuissance. Comme c'est lui, le prolétariat, qui doit avoir en main les moyens de production et toute la richesse sociale, cet instrument de combat ne pourra exister que provisoirement et à son avantage, et le capitalisme, ou l'exploitation de l'homme par l'homme, ne pourra pas renaître.

Cette thèse, qui paraît savante et que tant Engels dans *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, que Lénine dans *l'Etat et la Révolution* ont exposée avec force érudition très orientée, est démentie par les faits, car elle part de prémisses théoriques dogmatiques et en impose à ceux qui ne vont pas plus loin. Et de même que les soins du jardinier peuvent faire surgir des frondaisons sur un arbre que sur un autre¹, les syllogismes de la « dialectique historique » sont parvenus à créer un corps de doctrine permettant que ce qui est faux au départ finisse par paraître vrai dans les développements ultérieurs.

Les choses ne sont pas si simples. Selon les théories marxistes, la propriété primitive était commune au sein des clans, mais l'apparition d'un outillage technique nouveau changea les conditions de travail, puis provoqua celle de la propriété individuelle par la fragmentation de l'exploitation du sol. Il en résulta la constitution d'une classe possédante et d'une classe dépossédée ; puis, l'instabilité devenant

¹ Une coquille a dû se glisser à l'impression du texte car la phrase est ainsi construite dans la brochure : « Et de même que les soins du jardinier peuvent faire surgir des frondaisons sur un arbre *que sur un autre* »... (R.B.)

permanente à conséquence des luttes sociales, il fallut établir une autorité politique afin de maintenir un minimum d'ordre indispensable. Cette autorité devint l'Etat qui, avec le temps, ou rapidement selon les cas, se convertit en défenseur des privilégiés.

Dans le fatras des faits relatifs à la vie et au développement de l'humanité, avec ses régressions partielles dans le temps et dans l'espace, les affirmations les plus contradictoires trouvent toujours des apparences de preuves, ou des preuves partielles qui masquent, ou permettent de masquer la vérité générale. Toutefois, la thèse dont nous nous occupons ne résiste pas à l'analyse ou l'étude ou la recherche des faits dominants. Car ceux qui, rejetant les œillères doctrinales, étudient ces faits tels qu'ils sont ou ont été, savent, par exemple, qu'au long des millénaires, à chaque fois qu'une nation a été envahie ou subjuguée par des conquérants, ceux-ci se sont installés sur place, et ont exproprié à leur profit les occupants qui les avaient précédés. Tel fut le cas en Gaule après la conquête franque qu'avait précédée la conquête romaine ; tel en Angleterre après la conquête normande qu'avait précédée la conquête saxonne ; tel le cas de l'Espagne après la conquête wisigothique, puis après la conquête arabe. Lorsqu'ils n'ont pas exproprié les habitants, et changé les modes de tenure ou d'exploitation du sol, les vainqueurs ont fait travailler les autochtones à leur profit, et les ont rançonnés méthodiquement, comme firent les Arabes envers les Berbères en Afrique du Nord, les Turcs dans les pays balkaniques, les Mongols pendant leur domination en Asie occidentale et en partie de l'Europe orientale.

En grande partie, la propriété féodale fut, plus que le résultat des progrès techniques de l'agriculture – il n'y en eut guère au Moyen Age – celui de la violence exercée par les plus forts défendant s'il le fallait les serfs contre d'autres dominateurs, maintenant un certain ordre dont ils avaient besoin pour en tirer profit, ou de la domination régionale de guerriers érigés en seigneurs après l'effondrement des monarchies ou des empires centralisés. Le fait politico-militaire a dominé et déterminé les structures économiques et sociales. Voilà ce qu'enseignent les historiens qui ne sont asservis par aucune doctrine déformatrice, voilà ce qu'enseigne l'histoire objectivement étudiée.

D'autre part, dans les clans mêmes, où la propriété était commune, l'autorité politique apparaît d'elle-même. Elle ne prend pas d'emblée la forme de l'Etat, mais elle en constitue l'embryon. Ses bases ne sont

pas assez vastes pour que les institutions autoritaires s'y développent à ce point, mais à mesure que le clan s'élargit, qu'il atteint aux dimensions de la tribu, les hommes de confiance au service du roitelet, continuateur du chef de clan – qui détient toute l'autorité politique, religieuse et sociale, et dispose à son gré de la richesse économique – forment bientôt une caste de nouveaux dominateurs imposant leur volonté sur la forme de propriété, la répartition des biens, la possession des femmes, etc.

Il suffira que tel ou tel chef ait un esprit entreprenant, une volonté de dominateur stimulée par l'ambition naturelle à certains hommes, une certaine capacité d'administration pour élargir par la conquête ses territoires, et créer un royaume ou un empire. L'histoire de l'Afrique et de l'Amérique pré-colombienne le montre surabondamment. Et les « rassembleurs de terre » qui l'ont été parce qu'hommes d'Etat, et pour fonder ou pour élargir leur Etat, leur puissance, leur domination, ne se sont pas trouvés qu'en Russie, sous Yvan le Terrible.

Voilà ce qu'enseigne l'histoire sérieusement étudiée, ce que nous montre son développement dans toutes les parties du monde. Devant ces faits d'ensemble, les savantes explications de la méthode dialectique marxiste ne sont que des billevesées, qui faussent tant la recherche de la vérité du passé que celle des prévisions de l'avenir.

Car le problème de l'Etat se pose, à notre époque, tant pour le présent que pour ce qui lui succédera, avec une acuité dont les hommes qui recherchent honnêtement les meilleures solutions possibles aux problèmes de l'humanité ne semblent, le plus souvent, avoir conscience. Cela s'explique en partie non seulement parce que l'étude du fait étatique, qui est une des dominantes de l'histoire, a été trop négligée, mais encore parce que, dans les régimes non totalitaires, l'Etat ne heurte pas directement le plus grand nombre des citoyens (comme le fait le capitalisme privé envers les travailleurs qu'il exploite). Plus encore, selon les étapes parcourues par les différentes nations, l'Etat absorbe, assimile en son sein une partie de ces citoyens qui deviennent à la fois tributaires et coparticipants de ses entreprises.

La mise en garde et la lutte pour la limitation des attributions de l'Etat n'est pas nouvelle. En Angleterre d'abord, en France ensuite puis aux Etats-Unis, la pensée libérale de Locke, de Montesquieu, de Jefferson et leurs amis, s'est efforcée de créer des barrières juridiques à l'impérialisme étatique, afin d'en limiter les abus. D'autre part, toute

l'histoire est jalonnée de révoltes, d'insurrections paysannes contre les exactions du fisc et de ses fonctionnaires qui ruinaient les campagnes, portant partout la misère et le désespoir, vendant les biens des paysans, s'installant à demeure, jusqu'à ce que le dernier ustensile de ménage fût vendu, perquisitionnant minutieusement pour l'application de la gabelle, pillant les récoltes, paralysant la vie. On connaît la célèbre lettre de Fénelon à Louis XIV : « Sire, on vous trompe... », décrivant l'atroce situation qui avait fait diminuer de plusieurs millions d'êtres la population française à conséquence de la misère, à conséquence aussi des guerres entreprises par les rois, les empereurs, pour l'équilibre européen, des questions de succession, des rivalités de familles royales, des ambitions dominatrices de caractère politique.

Contrairement à ce que l'on nous dit encore, ce n'est pas uniquement à conséquence du capitalisme, constitué en Europe occidentale au dix-neuvième siècle que les chocs sanglants des armées, les invasions militaires exterminant les populations, rasant les villes, incendiant les campagnes, se sont le plus souvent produits, mais à conséquence de la volonté conquérante des Etats et des hommes d'Etat¹. Les guerres et les conquêtes de Rome n'ont pas d'autres explications, ni celles d'Alexandre, ni les invasions mongoles et turques, ni l'extension de l'Empire de Charles-Quint et de Philippe II, ni la création de l'Empire d'Occident par Charlemagne, ni l'aventure sanglante de Napoléon.

Mais si, historiquement, l'Etat a été la guerre à l'extérieur, il fut aussi l'oppression à l'intérieur. Toutes les conquêtes de libertés nouvelles ont été obtenues par la lutte contre la domination des gouvernements, de leur bureaucratie, de leurs fonctionnaires, de leurs institutions. Il a fallu les arracher, lambeau par lambeau, en défendant les franchises municipales, en imposant le respect des chartes communales, en obligeant les rois absolus à accepter les garanties constitutionnelles, en faisant triompher le partage des pouvoirs

¹ Signalons, à propos de ces guerres non capitalistes, que la population française, qui comptait 28 millions d'habitants au début de la Guerre de Cent ans, n'en comptait plus que 23 millions à la fin ; et que les guerres du dix-neuvième siècle, jusqu'aux guerres balkaniques de 1912-13, causèrent 57 millions de morts sur les champs de bataille, ainsi que des dépenses qui s'élevèrent à 1 650 710 000 000 000 de francs 1964.

législatif, exécutif et judiciaire, en se battant pour empêcher le retour offensif de l'absolutisme.

D'autre part, l'exploitation de la nation par l'Etat a été, au cours de l'histoire, plus importante que celle pratiquée par le capitalisme, soit de nos jours, soit d'autres époques historiques. Déjà au temps d'Auguste, cinquante pour cent du revenu national de la Gaule allaient au fisc. Il en était de même dans les autres nations conquises. En Italie même, c'est avant tout le poids des impôts qui a fait fléchir la société romaine, c'est la vente des esclaves, main-d'œuvre servile et gratuite, procurée par la guerre, entreprise permanente d'Etat, qui a ruiné la petite propriété et contribué à démoraliser la population agraire, base de l'équilibre économique ; ce sont les coutumes de jouissance gratuite, éveillées et entretenues par les généraux enrichis grâce à la rapine et à l'exploitation officielle organisée de toutes les parties de l'Empire, qui ont corrompu dans une large mesure cette population et transformé le peuple en populace. En même temps, et nous voyons là, une fois de plus, l'influence du politique sur l'économique, c'est l'Etat qui avait provoqué l'apparition du capital au sens de grande entreprise économique privée, par la fabrication et le commerce des armes de César, ou d'Auguste, de Lucullus ou de Pompée, de tous les conquérants et de tous les empereurs.

Mais l'influence de l'Etat sur les structures économiques va beaucoup plus loin. Positive ou négative selon que l'on considère la disparition ou l'apparition de nouvelles formes de propriété ou de travail, elle a joué très souvent un rôle déterminant. Les « missi dominici » de Charlemagne, les comtes envoyés sur place, se sont emparés des terres et des fiefs des seigneurs qu'ils avaient mission de surveiller, ont constitué une nouvelle féodalité, et, à leur tour, de nouvelles castes seigneuriales. Avidé de nouvelles richesses, Elisabeth d'Angleterre a créé par dizaines les premiers grands monopoles afin d'en tirer des ressources financières, influençant par là l'évolution économique vers les formes du capitalisme moderne. Les guerres des empereurs et des rois d'Espagne ont ruiné la nation qui fut la plus avancée d'Occident sous l'influence de la civilisation arabe, l'Inquisition, instrument de domination des Rois catholiques et d'Etat, a plongé ce pays dans une décadence dont il n'a commencé à s'arracher qu'au bout de plusieurs siècles. Tocqueville montre comment la centralisation politico-administrative poursuivie systé-

matiquement en France depuis Louis XI et Henri IV, et qui atteignit son apogée au temps du « Roi Soleil » et de son successeur, a vidé les provinces françaises, non seulement de leurs meilleurs éléments humains, mais encore de leurs artisans les plus capables, les plus industriels, au profit de la capitale ; le pays se ressent encore de ce déséquilibre général.

* * *

Nous pourrions multiplier les exemples, mais nous sommes prisonniers des limites qui nous sont imposées. Occupons-nous maintenant de l'immoralité foncière qui, au long des siècles, a caractérisé la politique de l'Etat,

Clemenceau disait, dans un discours célèbre, et avant qu'il ne fût devenu lui-même un grand homme d'Etat : « L'Etat, ah oui ! je le connais, il a une longue histoire, toute de meurtres et de sang. Tous les crimes, tous les parjures, les manquements à la foi jurée, se sont faits dans les siècles au nom de la raison d'Etat. » Il en est ainsi. Traités violés, alliances immorales, promesses bafouées, emploi de la duplicité, de l'hypocrisie, de la trahison à l'amitié comme à la parole donnée, reniement des traités, il n'y a pas de crimes réprouvés par la morale la plus élémentaire qui n'aient été commis par l'Etat, tant dans la politique nationale qu'internationale. Toujours, toujours, dans l'histoire de l'Etat, la raison du plus fort ou le cynisme politique ont été applaudis du moment qu'ils ont assuré la victoire.

Mais cette immoralité ne se limite pas au domaine politique.

Avant l'implantation de la monarchie centralisée, les seigneurs féodaux battaient monnaie et multipliaient les péages, les droits, toutes les taxes à leur profit. L'exploitation de la nation par ces hobereaux dominateurs était illimitée. Toutefois les rois, et cela fut une des causes de la lutte entre l'Etat et le régime féodal, s'attribuèrent toutes ces fonctions, qu'ils étendirent aux limites de la nation – ce qui explique aussi leurs buts de centralisation. On retrouve du reste, à tous les stades, des développements historiques où l'Etat triomphe, des faits semblables. De Justinien à Louis XV, de César à la chute de l'Empire romain, des siècles de l'apogée chinoise et même égyptienne à Napoléon, les rois, c'est-à-dire l'Etat ont eu recours aux confiscations illicites, aux augmentations démesurées d'impôts directs

et indirects, aux altérations monétaires éhontées (sous le règne de Jean le Bon, la valeur de la livre tournois changea plus de soixante-dix fois en dix ans), aux ventes, aux annulations et aux reventes des lettres de maîtrise, aux ventes, aux achats, et aux rachats obligatoires des libertés et des franchises municipales, aux ventes, aux achats, et aux rachats obligatoires des offices, aux banqueroutes et aux privilèges de toute sorte. Sous le règne de Saint Louis, qui fut le meilleur ou le moins mauvais de tous nos rois, la dévaluation monétaire fut telle et la ruine si totale qu'il fallut fabriquer de la monnaie de cuir : les métaux manquaient absolument.

Ces pratiques, conséquences des ambitions, des guerres et des entreprises de l'Etat, eurent pour conséquence de faire naître les monopoles financiers, et cela à peu près à toutes les époques historiques. Ce sont les rois, c'est l'Etat qui, en affermant le recouvrement des impôts, en empruntant à des taux élevés quand il ne pouvait plus exproprier, firent naître les grands spéculateurs, les grands possesseurs d'argent ainsi enrichis, et qui, avec le temps, devinrent des capitalistes.

Historiquement, l'Etat est avant tout l'œuvre des légistes, alliés aux rois et employés par eux, des spécialistes de la jurisprudence et de l'organisation du pouvoir politique central.

Dans une partie du monde, il s'est démocratisé, mais cela ne signifie pas que la différence soit très grande entre ce que nous relevons dans l'Empire romain, ou sous le règne de Louis XIV. Si les partis politiques, si l'opposition, si les réminiscences de l'école libérale n'étaient pas toujours en éveil, nous verrions reparaître à nouveau des légions de fonctionnaires qui écraseraient bientôt les forces productives, car l'impersonnalité de leur situation permet tous les abus.

L'Etat prend toutes les formes. Il est laïc ou théologique, militaire ou civil, démocratique ou dictatorial, libéral ou conservateur, fédéraliste ou centraliste, selon les idées, les intérêts, les époques, les situations, les partis dominants, la caste ou la classe des organisateurs. Nous n'aurons garde de confondre ces différentes conceptions et les applications auxquelles elles donnent lieu, nous reconnaissons qu'il y a une différence appréciable entre le pouvoir civil normal et le pouvoir militaire, entre un Etat libéral et un Etat totalitaire. Mais il est rare que l'Etat demeure longtemps libéral, surtout depuis l'étatisation mentale,

psychologique des peuples, fruit de la politique systématiquement étatique du marxisme réformiste ou révolutionnaire. Cette espèce de fonctionnarisation intégrale de l'homme entraîne l'annulation du courage individuel, de l'initiative personnelle, de la liberté constructive et responsable, et fait que les masses s'incorporent de plus en plus à ce mastodonte aux ambitions croissantes. La conséquence sera ce qu'elle a été déjà aux temps où l'Egypte ne fut pas seulement pharaonique, aux périodes de démocratie chinoise ou romaine : les dépenses excessives de l'Etat pour plaire aux masses, écraseront l'économie ; insouciantes du résultat final, les masses finiront par imposer leur volonté, comme elles l'imposèrent aux temps des « *panem et circenses* », avec l'irresponsabilité de la bureaucratie paralysante et des bénéfices privilégiés. Le cancer multiforme envahit la société, et le moment viendra où les impôts ruineront ce qui restera d'économie sans que, par la corruption consciente dans certains cas, inconsciente dans d'autres, et généralisée toujours, il soit possible d'empêcher la décadence finale.

Il suffit, en ce moment même, de calculer le pourcentage prélevé par l'Etat sur le revenu national, sous forme d'impôts directs et indirects, et de comparer les véritables services rendus par lui pour constater que ces services coûtent toujours infiniment plus cher que ceux rendus par l'économie privée, où pourtant les détenteurs de la richesse sociale ne se privent pas de voler la société autant qu'il leur est possible. Mais l'Etat est aussi le vol organisé avec, pour ceux qui en sont victimes, moins de possibilités de défense.

Aujourd'hui même nous voyons, en France – et cela se produit ailleurs, par des cheminements divers – comment s'étend l'emprise étatique. Les différents plans quinquennaux ou autres, dont l'initiative est marxiste, tendent à organiser la production, à diriger les différentes activités économiques et culturelles. Par ses contradictions constantes, par les crises terribles dont nous nous rappelons l'horreur, le régime économique a, dans les nations capitalistes, justifié ou causé cette intervention. Mais ces raisons n'expliquent pas tout. Il y faut ajouter le caractère vorace de l'Etat qui, à toutes les époques, s'est toujours efforcé d'étendre son pouvoir aux domaines les plus divers et les plus profitables. Dans toutes les civilisations nous le voyons débordant le cadre initial dans lequel il s'est constitué. Il n'abandonne les positions conquises que quand il a ruiné ce qui leur servait de base, ou quand la

révolte des populations, ou d'une partie d'entre elles, l'oblige à le faire.

Aujourd'hui, il est, en France, question d'organiser l'économie « concertée » sous l'égide de l'Etat, qui en prend l'initiative. Agriculture, industrie, transports, syndicats ouvriers, capitalisme, tout doit se coordonner pour l'application des plans. Ne voir dans cette vaste entreprise qu'une stratégie capitaliste, comme les partis anti-capitalistes l'ont vu hier dans la nationalisation, est une vue trop simpliste des réalités. Le problème est plus ample et plus profond. Toujours, obéissant à son dynamisme propre, aux ambitions croissantes de ceux qui sont à sa tête et le constituent, à la classe, bientôt devenue caste, qui le compose et [qui,] par un phénomène d'auto-fécondation s'augmente elle-même d'une façon illimitée en même temps qu'elle augmente ses attributions, l'Etat veut devenir maître aussi bien du travail que du capital ; et pour y parvenir, il cherchera l'appui des masses contre leurs exploiters si cela lui est utile. Car si l'Etat a servi le capital, il l'a aussi exploité et il l'exploite quand ses intérêts lui ont conseillé de le faire. Il suffit de se rappeler comment aux Etats-Unis, les grands revenus sont imposés jusqu'à 90 pour cent, et que l'impôt sur le capital, que l'on trouve déjà dans presque toutes les civilisations anciennes, a été appliqué et développé en Angleterre, tant par les gouvernements conservateurs que par les gouvernements travaillistes.

Nous ne commettons pas l'erreur de dire que tout ce qui a été fait par l'Etat au cours de l'histoire a été négatif, ni que tout ce qu'il fait le soit. Nous disons simplement qu'au-delà d'un certain seuil, d'une certaine limite l'emprise de l'Etat représente un mal et un danger qui peuvent être mortels. Le libéralisme économique a raison de combattre et de le dénoncer, comme le firent Adam Smith, comme le firent en France Turgot, Say, Bastiat, comme avait avant fait les physiocrates ; mais le libéralisme économique lui-même, en justifiant l'exploitation de l'homme par l'homme et les monstruosité qui caractérisent la naissance, puis le développement du capitalisme lequel, non plus, n'a cependant pas fait qu'œuvre négative dans l'histoire –, a contribué, directement et indirectement à renforcer l'étatisme. C'est au-delà de ces deux forces qu'il nous faut chercher les solutions de l'avenir. C'est dans la mesure où l'humanité

remplacera les structures organisatrices qui dominent la société par le principe et la pratique de l'autogouvernement des hommes et des organisations humaines, et par conséquent en marge de l'Etat, que nous ne retomberons pas dans les servitudes politiques et économiques, et dans leurs conséquences mortelles, que nous y parviendrons.

LE CAPITALISME

Continuation naturelle de la petite entreprise bourgeoise, elle-même fille de l'artisanat et de l'éclatement des corporations, fils aussi des agissements économiques de l'Etat et du développement des techniques qui sont souvent des conséquences de la science pure devenue science appliquée, le capitalisme moderne se caractérise par les dimensions de l'entreprise, la concentration des moyens financiers, la coordination des modalités évoluées de production, l'organisation collective du travail (ce que Proudhon montrait abondamment dès 1840), la fabrication massive des produits. Mais il s'agit là, surtout, de capitalisme industriel. Car ni les nations, ni leur vie économique, considérée sur un plan avancé d'organisation, n'ont commencé qu'au XVII^e et au XVIII^e siècle. Historiquement, le capitalisme apparaît sous la forme du commerce et de la banque, de l'exploitation sur une grande échelle des mines où travaillaient surtout les prisonniers de guerre, de l'armement naval quand le commerce s'internationalisa, des fournitures à l'armée qui furent une des grandes sources du capitalisme romain, ou de l'accaparement des terres. Ajoutons les manufactures de céramique, d'ustensiles de ménage, d'armes diverses, d'objets de verre et de ménage, qui occupaient des centaines d'ouvriers, employaient de nombreux agents, possédaient des ateliers distincts, des succursales souvent nombreuses, et répandaient les objets ainsi fabriqués dans l'Occident continental ou dans le Proche-Orient.

Bien qu'il n'ait eu ni l'importance, ni exactement les mêmes caractéristiques que de nos jours, on peut parler de capitalisme aux derniers siècles de l'Antiquité. La définition classique, qui remonte aussi à Proudhon, et que Marx a reprise comme une découverte personnelle : argent-marchandise-argent, était déjà applicable à cette époque.

Dans les nations non soviétisées, le développement du capitalisme, aidé par les progrès de la science, de la technique et de la technologie, par le perfectionnement des moyens de transport, l'augmentation de la population et les relations entre les régions, les nations et les continents est la caractéristique dominante de l'organisation économique. Et puisque les ouvriers étaient incapables de créer par eux-mêmes des entreprises plus importantes que l'atelier issu de la féodalité, puisque les corporations s'étaient désintégrées en classes hostiles où le maître s'imposait au compagnon et celui-ci à l'apprenti dans un ordre hiérarchique devenu périmé, l'apparition de l'atelier indépendant, de la manufacture, de la fabrique, de l'usine à laquelle, nous l'avons dit, l'Etat participa parfois activement – souvenons-nous de la politique économique de Colbert –, est un fait naturel contre lequel il est inutile de s'indigner rétrospectivement. Mais ce qui l'est moins, et qui suscite l'indignation rétrospective, c'est la terrible misère à laquelle elle donna lieu, misère qu'en Angleterre, des hommes et des femmes de cœur, des écrivains, des philanthropes, dénoncèrent dans des discours, des écrits, des déclarations nombreuses ; que Sismondi Proudhon, Flora Tristan, Blanqui et autres faisaient connaître en France et que bien longtemps après, Marx rappela dans son *Capital*.

Les partisans du libéralisme, un Bastiat écrivant *Harmonies économiques* pour répondre aux *Contradictions économiques* de Proudhon, et pour qui tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes fermaient pudiquement les yeux devant cet aspect monstrueusement inhumain de l'essor de la grande entreprise.

A ce tableau général et révoltant, il convient d'ajouter les reculs tragiques, les crises économiques cycliques qui accompagnaient cet essor du capitalisme. Ces crises étaient admises par les économistes libéraux comme un fait naturel qu'ils considéraient en toute sérénité. De savants docteurs expliquaient que l'excès inévitable de production obligeait tous les cinq ou sept ans, à fermer les usines jusqu'à ce que les produits accumulés se fussent écoulés. Alors, la production, donc le travail reprenaient, une nouvelle accumulation de produits se produisait, avec une nouvelle fermeture d'usines. Il n'y avait qu'à recommencer le cycle...

C'est ainsi que, de 1763 à 1929-32, l'Angleterre connut vingt-deux crises, et la France presque autant. De 1814 à 1929-32, les Etats-Unis en connurent quinze. Dans les autres nations capitalistes, le nombre en

fut moindre parce qu'elles s'éveillèrent plus tard à la grande production, ou parce qu'elles n'y parvinrent pas assez. Mais derrière ces faits que les apologistes de l'économie libérale nous montraient comme parfaitement naturels et « scientifiques », la misère des hommes, des femmes et des enfants atteignait des proportions épouvantables. Au milieu du dix-neuvième siècle les économistes socialistes français dénonçaient le fait que dans les cités industrielles, la plupart des foyers ouvriers n'avaient pas même de lit, qu'on y couchait à terre, sur des feuilles sèches dans lesquelles grouillaient les vers, et Victor Hugo rappelait que les tisserands du Nord creusaient dans la terre battue sur laquelle ils habitaient, des trous qui servaient de berceau à leurs enfants.

Pendant la crise de 1929-1932 on compta, rien que dans les pays industrialisés à différents degrés, environ trente millions de chômeurs – certaines statistiques en donnent davantage. La production mondiale d'acier passa de 120 000 000 à 50 680 000 tonnes ; celle de la fonte de 98 590 000 tonnes à 39 540 000 ; celle de houille, de 1 332 600 000 à 960 000 000. Aux U.S.A. les chiffres descendirent respectivement de 57 330 000 à 13 901 000 de tonnes pour l'acier, de 43 298 000 à 13 901 000 pour la fonte. Quand on sait que ces industries-clefs commandaient les autres, et l'ensemble de la vie économique, on ne s'étonne pas que ce pays ait compté environ 13 000 000 de chômeurs absolus (d'autres chiffres donnent davantage), réduits à manger la soupe distribuée dans des baraquements et accablés par le désespoir. Il fallut l'intervention de Roosevelt qui, avec les moyens puissants de l'Etat et le concours de la population mobilisée pour un redressement spectaculaire, permit de sortir de cette situation affreuse.

C'est ainsi que le libéralisme économique justifia et provoqua une nouvelle avance de l'étatisme ; dans d'autres pays, c'est par ses désordres inhérents à sa nature même qu'il a facilité l'apparition du capitalisme d'Etat.

Et si le développement du capitalisme, en améliorant les techniques de travail, en augmentant la production, en mettant à la portée des consommateurs d'immenses quantités de produits consommables, a contribué à l'augmentation du niveau général de vie, c'est aussi au prix de luttes souvent terribles que les masses ouvrières et paysannes durent conquérir un plus grand bien-être.

Mais nous reconnaissons que ces aspects les plus noirs du capitalisme se sont estompés. La situation des travailleurs s'est améliorée, car ils sont devenus eux-mêmes des consommateurs dont le capitalisme a besoin ; les crises économiques tendent à disparaître ou ont à peu près disparu, l'Etat ayant compris la nécessité d'éviter leur retour. Même les guerres pour de nouveaux débouchés et de nouvelles sources de matières premières sont de moins en moins à craindre parce que de moins en moins rentables, et il est plus qu'improbable qu'aucune force capitaliste ne déclenche maintenant un conflit international qui, dans l'anéantissement général, ne l'épargnerait pas non plus. Ajoutons à cela l'évolution humaniste qui est en train de se produire dans presque tous les courants de pensée et les partis politiques malgré leurs différences d'étiquette.

Mais on se tromperait fort si l'on croyait que le capitalisme peut, de par soi, apporter une solution à nombre de problèmes que pose sa seule existence.

Problème de chômage, d'abord. On sait que ce sont les U.S.A. qui, par leur puissant développement industriel, représentent le mieux le régime capitaliste privé. Or, depuis la fin de la dernière guerre, cette nation a compté et continue de compter en permanence de quatre à six millions de chômeurs. Comme toujours, la cause en est l'excédent de main-d'œuvre par rapport au volume de la production. Dans une nation moins bien outillée, il n'y aurait peut-être pas de chômage, mais y aurait-il d'une part des rendements suffisants, d'autre part une consommation générale correspondant à un standard de vie qui ne soit pas misérable ?

Il est exact que la formidable richesse des U.S.A. permet, de plus en plus, et par un système d'aide qui s'étend continuellement au détriment de la liberté, de secourir les chômeurs : aide des différents Etats, selon leurs ressources et leurs possibilités, aide fédérale, aide municipale, aide corporative, accords entre syndicats ouvriers et organisations patronales pallient cette défaillance du système économique en vigueur. Mais est-il correct qu'il en soit ainsi, et une société rationnellement organisée ne devrait-elle pas éviter ces anomalies ?

Autre lacune : le sous-emploi des moyens de production. On sait, par exemple, que l'industrie nord-américaine ne travaille en moyenne qu'à soixante pour cent de son potentiel économique. L'industrie

automobile n'atteint jamais, même aux époques de sa plus haute productivité, son plein degré de rendement, et selon les années elle descend presque autant que l'industrie sidérurgique qui en est tributaire. A des degrés différents, ces faits que nous citons à titre d'exemples, se produisent pour toutes les industries, dans toutes les régions du monde capitaliste.

L'organisation de la production ne correspond donc pas aux nécessités de la consommation, car la loi du profit individuel domine. La production devrait être un service social, et bien que les chefs d'entreprise soient obligés de tenir compte de la possibilité de vendre les biens de consommation – ou de production – qu'ils lancent sur le marché, la marge de risques pris et d'aventures courues est telle qu'elle représente un désordre sous-jacent de proportions énormes dans les pays riches.

D'autre part, pour que les usines ne ferment pas à nouveau dans une nation industrialisée ou surindustrialisée, il faut à tout prix pousser à la surconsommation. Il y a longtemps que nous avons appris qu'aux Etats-Unis, les femmes ne raccommodaient pas leur linge ; mais ce gaspillage s'étendait à de nombreux autres articles : chaussures, meubles, objets de toute sorte qui, en l'état où ils étaient jetés, auraient été encore parfaitement utilisables pour les neuf dixièmes de la population du globe.

Aujourd'hui ce gaspillage s'étend de plus en plus, même aux appareils ménagers, aux postes de radio et de télévision, aux produits de beauté, aux automobiles et aux avions. Car il faut acheter et dépenser, dépenser et acheter sans cesse si l'on ne veut pas, à nouveau, voir fermer les usines. Sinon, les produits s'accumuleront bientôt, et le chômage irréfrenable s'étendra avec un effondrement semblable à celui de 1929-32. L'économie nord-américaine n'est pas plus saine qu'en 1929. Simplement elle s'est installée dans une situation artificielle que le moindre bon sens, le moindre soupçon de morale élémentaire, impossible quand domine la logique capitaliste, devrait faire condamner.

Mais les anomalies, que nous avons signalées ne sont pas les seules. D'autres passent, elles aussi, trop inaperçues, toujours parce que l'on s'installe dans l'absurde, dans une anomalie qui devient apparemment la normalité, mais qui sans doute ne pourra durer des siècles, pas même des décennies.

Ainsi ce qui se produit par le déplacement de la main-d'œuvre, ou de ceux qui sont considérés des travailleurs dans les différentes branches des activités. Aujourd'hui aux U.S.A., les statistiques accusent 60 pour cent de personnes actives dans le secteur tertiaire qui, comme chacun le sait, comprend les services administratifs et publics, l'énorme armée de bureaucrates de toutes espèces, la classe des intermédiaires, les professions libérales, l'armée et ses cadres. Un énorme parasitisme s'y dissimule, et le secteur tertiaire augmente sans cesse. En cinquante ans, les services publics ont vu leur personnel passer de 2 000 000 à 7 393 000 personnes malgré l'amélioration des techniques de travail rendant inutile une partie des employés, et contrairement à l'évolution observée dans les usines. De nombreux publicistes, des économistes, des sociologues ont lancé des cris d'alarme, mais personne ne s'en soucie. Le secteur tertiaire est devenu une valve de sécurité, le refuge nécessaire du chômage larvé dans lequel on parque des armées de sans-travail en puissance. Et cela, de même que le gaspillage de marchandises, de même que la sous-production ou la surconsommation se produit aussi dans les nations capitalistes européennes qui ont accédé à la richesse, en Angleterre, dans les pays du nord de l'Europe, en Allemagne, en Suisse, en France même pour qui suit le développement de la vie économique et sociale.

On peut penser et dire que cette évolution est propre aux peuples qui sont assez riches pour se permettre de vivre ainsi, et ne regarde qu'eux. Mais nous pensons d'abord que l'on n'a pas le droit, à notre époque, et plus encore si nous envisageons l'avenir immédiat du monde, de ne pas penser aux répercussions de cette existence anormale et faussée sur les générations futures dont nous devons être solidaires, et aujourd'hui sur les populations moins favorisées du globe. Car une telle vitesse et un tel volume de consommation que d'aucuns nous vantent sous prétexte d'abondancisme¹, entraînent inévitablement le rapide épuisement des matières premières que la formation géologique du globe met à la disposition de l'homme.

C'est aussi en prévision de cet épuisement, et non pas seulement pour se procurer ce qu'ils n'avaient pas, que depuis longtemps les Etats-Unis, l'Angleterre et d'autres nations capitalistes se sont inté-

¹ Cf. Gaston Leval : *L'Anarchisme et l'abondancisme*, Ed. du Libertaire (non daté. Probablement 1950). (R.B.)

ressés aux champs pétrolifères de l'Asie et de l'Afrique, au cuivre du Chili, c'est pour préserver le plus longtemps possible ses réserves de fer que l'Angleterre a acheté pendant si longtemps le fer de l'Espagne. C'est pour les mêmes raisons que les nations capitalistes se sont abattues sur les richesses minérales de l'Afrique. Mais même les précautions prises n'empêchent que les mines de cuivre, d'étain, de bauxite, de fer, de nickel ne s'épuisent aussi. Alors se produit l'intervention dans la vie économique et politique des nations qui en sont encore au stade de l'extraction de la matière brute ou qui en possèdent en excédent malgré leur développement industriel. Sans le fer du Venezuela et du Canada, c'est trente ou quarante pour cent de ses hauts fourneaux que la sidérurgie nord-américaine devrait aujourd'hui fermer.

Il y a dix ans, le Joint Committee Congressionnal annonçait que, en l'année 1964, les Etats-Unis compteraient 190 millions d'habitants, et une production nationale accrue de 50 pour cent avec une réduction des dépenses fiscales de 15 à 20 pour cent. Sauf – naturellement – pour ce dernier point, les prédictions se sont réalisées. Mais le citoyen nord-américain est-il, maintenant, cinquante pour cent plus heureux ? Le citoyen anglais qui, ne sachant que faire de l'argent dont il dispose, manque fréquemment au travail pour aller jouer aux courses, est-il plus heureux ? Le citoyen français, suédois, belge, hollandais, allemand (de l'Allemagne de l'Ouest, bien entendu), qui ne songe qu'à la nouvelle automobile qu'il pourra acheter en remplacement de celle qu'il possède, est-il plus heureux ? Nullement, car la conception du bonheur humain a été faussée par celle que la société capitaliste a fait entrer dans nos mœurs.

Encore une fois, où conduit donc ce comportement qui pousse l'homme à consommer indéfiniment au-delà du plafond normal nécessaire à la vie physique ? Et ces mœurs ne conduisent-elles pas à une immoralité dont ne donnent pas les dimensions suffisantes les statistiques de la criminalité ?

Dans nos pays capitalistes, en vertu de l'inégalité existante d'abord, des tentations continuellement offertes ensuite, un très grand nombre d'hommes sont, à l'abri de la loi ou contre elle, des délinquants en puissance. En règle générale, à part ceux qui ne perdent pas ou n'ont pas perdu le sens naturel de l'honnêteté et de la droiture, seul celui qui ne peut pas parce qu'il est situé au bas de l'échelle

sociale, ne trompe pas son prochain. Le paysan s'efforce de faire payer plus cher ses produits afin de s'enrichir au plus vite ; et l'intermédiaire, ou les différents intermédiaires, volent l'acheteur ; l'ouvrier favorisé s'efforce d'obtenir des augmentations de salaire dont il sait très bien qu'elles contribueront à augmenter le coût de la vie des salariés qui gagnent moins que lui ; les industriels profitent de ces augmentations et d'autres, concomitantes, pour augmenter abusivement le prix des marchandises qu'ils offrent sur le marché. Et à leur tour les commerçants ajoutent des augmentations successives. Cercle infernal où le plus grand nombre repousse l'honnêteté comme une sottise.

On s'efforce aujourd'hui de « faire l'Europe ». Internationalistes convaincus, nous ne pourrions qu'applaudir à l'organisation, même partielle, de la vie collective des peuples trop longtemps condamnés à s'entremassacrer. Mais derrière les espoirs, et les formules souvent sincères et désintéressées, quelles sont les possibilités de réalisation ? Prenons l'exemple de l'agriculture et des disparités des prix qui posent le problème de la concurrence entre les différentes nations. Des accords internationaux ont été pris avec de nombreuses clauses de sauvegarde. Nous disons qu'ils sont et seront inapplicables, parce que nous sommes en régime capitaliste. Car le coût de production varie énormément d'un pays à l'autre selon la qualité du sol, le facteur climatique, les facilités ou les difficultés de transport, la densité de la population agricole, le prix des techniques de travail, etc. Le coût des produits obtenus varie donc aussi forcément, et souvent dans des proportions considérables, d'un pays à l'autre. Cela rend impossible l'unification des prix de vente, et fatalement certaines nations seront victimes des avantages dont d'autres bénéficieront. Seule une solidarité économique intégrale, incompatible avec l'économie de marché peut apporter de véritables remèdes.

Le capitalisme empêche ces accords réels auxquels tant d'hommes de bonne volonté voudraient arriver. Aujourd'hui, les Etats-Unis donnent à l'Inde du blé dont leur excédent atteint trois fois une récolte moyenne de la France. Ils donneraient bien davantage, mais l'Australie, le Canada, l'Argentine, nations agricoles, se dressent contre cette concurrence déloyale, car ils ont aussi du blé en excédent, et ils veulent le vendre. Si la France qui obtient trente, quarante millions de quintaux de blé excédentaire veut aussi le donner, comme les paysans

le réclament en escomptant les prix payés par l'Etat, il faudra que l'Etat les paye en conséquence, mais pour cela il devra prendre l'argent aux contribuables. Toujours des cercles vicieux. Nous n'en pouvons sortir qu'en sortant du capitalisme.

Il n'y aura d'organisation européenne et mondiale que par une coopération égalitaire, une mise en commun des matières premières et des moyens techniques de travail. Mais cela n'est possible que par la socialisation.

LE MARXISME

Le marxisme est à la mode dans de nombreux cercles intellectuels et ouvriers. La raison essentielle en est que ses partisans ont triomphé dans une vaste partie du monde. Si les partisans d'une autre doctrine avaient réussi à leur place, si par exemple les socialistes révolutionnaires, qui étaient plus nombreux que les bolcheviques dans la Russie de 1917, avaient éliminé par la force ceux qui les éliminèrent – ce à quoi ils ne songèrent même pas, par honnêteté – les mêmes personnes qui aujourd'hui vantent la doctrine des vainqueurs la combattraient et chanteraient les merveilles de la doctrine adverse. Elles lui découvriraient une profondeur philosophique, un contenu scientifique, une sagesse, une méthode d'interprétation historique irréfutables ; enfin des vertus extraordinaires que seul, à les en croire, le marxisme possède aujourd'hui.

Et comme, pour ces commentateurs si souvent fanatisés, pour ces intellectuels bernés ou bornés, ces qualités ont permis le triomphe du socialisme en Russie, en Europe de l'Est, en Chine, la doctrine à la mode revêt plus de valeur que n'en revêtent les religions pour leurs sectateurs. Car depuis longtemps l'aveuglement des hommes n'avait été aussi grand qu'il ne l'est aujourd'hui en ce qui concerne l'école socialiste à laquelle on a donné le nom de l'auteur du *Capital*.

Guidés avant tout par une inflexible volonté de vérité, nous n'aurions aucun inconvénient à adhérer à cette école si elle nous paraissait juste. Juste non seulement pour interpréter le déroulement de l'histoire des hommes, de leurs civilisations, de leurs progrès, de leurs décadences et de leurs renouveaux, mais surtout du point de vue de l'émancipation des peuples, de la disparition des antagonismes

sociaux, des oppositions entre privilégiés et non privilégiés. Mais nous nions cette virtualité. Résumons-en les raisons principales.

* * *

Et d'abord, qu'est-ce que le marxisme ? On conçoit qu'une théorie, une doctrine sociale élaborée par différents penseurs comme le libéralisme, la démocratie, le socialisme en général, le fédéralisme, le républicanisme, le syndicalisme, le coopératisme, l'anarchisme soit différemment interprétée par ses diverses écoles et ses différents théoriciens. Mais quand cette doctrine est l'œuvre d'un homme au nom de qui elle a emprunté sa dénomination, les tendances trop divergentes sont la preuve de contradictions internes qui lui enlèvent toute cohérence et en dénoncent les faiblesses et les incohérences congénitales.

Car on ne compte plus les écoles, les interprétations, les courants du marxisme, tous se proclamant contre les autres les seuls authentiques interprètes de la pensée du Maître. Jusqu'à la révolution russe, les partis socialistes répandus dans le monde ne juraient que par les écrits du prophète déifié. Mais en leur sein, réformistes et révolutionnaires, semi-réformistes et semi-révolutionnaires s'affrontaient au nom de Marx et de l'interprétation de la doctrine. En Allemagne, patrie de cette doctrine, non seulement parce que Marx y était né, mais aussi parce que la masse des travailleurs socialistes en était férue, la tendance révolutionnarisante représentée par le plus célèbre continuateur de Marx et Engels, Karl Kautsky, luttait contre celle de Bernstein, autre théoricien non moins vigoureux, qui s'efforçait de prouver, non sans succès, que l'évolution du capitalisme, l'interprétation de la dialectique et de l'histoire ne coïncidaient nullement avec ce qu'avaient enseigné les deux illustres prédécesseurs : d'où la nécessité de s'incliner vers le réformisme. En même temps, Rosa Luxembourg montrait la nécessité d'accentuer l'esprit et l'action révolutionnaires ; Hilferding, spécialiste en questions financières, insistait sur cet important problème, tandis que Noske, Ebert, Scheidemann poussaient vers l'extrême droite, et Karl Liebknecht exhortait vers l'extrême gauche.

En Russie, Plejanof, fondateur de la social-démocratie marxiste, luttait, avec ses adeptes, contre Lénine et ses amis qu'il accusait de

méconnaître le véritable Marx et de vouloir faire la révolution avant que le mûrissement du capitalisme n'en eût créé les conditions indispensables, selon le marxisme scientifique. Mais Lénine, toujours se basant sur Marx qu'il connaissait bien, voulait forcer l'histoire en précipitant, par la révolution, la concentration industrielle. Du point de vue de la doctrine pure, il avait tort ; mais il pouvait cependant rappeler certains textes de Marx qui lui donnaient raison. Si bien que quand la révolution russe éclata, les divergences étaient si profondes entre les majoritaires (bolcheviques) et les minoritaires (mencheviques) que cela conduisit à la guerre civile et à l'extermination de ces derniers par leurs frères en marxisme.

Dans tous les pays d'Europe, en Italie, en Belgique, en France, des courants s'affrontaient, tous ayant la prétention d'interpréter le plus exactement la pensée de Karl Marx. S'y adjoignit un courant syndicaliste révolutionnaire qui, pendant un moment, fut assez important en Italie, avec des théoriciens comme Leone, Antonio Labriola, Sergio Panunzio, et qui fit quelques essais de moindres dimensions en Amérique du Sud. Plus tard, après le triomphe bolchevique, quatre tendances s'affrontèrent en Russie, toujours au nom du pur marxisme. Trotsky s'opposait à Lénine, en préconisant l'incorporation aussi poussée que possible des syndicats dans l'Etat pour la construction socialiste ; Lénine considérait que ces syndicats ne devaient être que des « courroies de transmission » de l'Etat gouverné par le parti communiste ; Boujarine représentait une thèse de conciliation entre les deux, sans concilier personne, et l'« Opposition ouvrière », dont les leaders étaient Alexandra Kollontaï et Chlapnikof, demandait que, d'accord avec le matérialisme historique qui donnait la priorité aux structures économiques dans le développement des sociétés, les syndicats ouvriers, organes essentiellement économiques, prennent la tête de la construction socialiste.

Aujourd'hui même, on combat le stalinisme d'hier et ce qui en reste au nom de Marx et du marxisme, comme on justifiait hier au nom de Marx les écrits marxistes du monstrueux despote géorgien qui ont été, quoi qu'en disent de complaisantes rectifications, la Bible de tous les partis communistes officiels, dont les organes de presse recommandaient la lecture et que citaient les leaders communistes dans tous les pays. Puis, Khrouchtchev s'étant emparé du pouvoir après avoir écarté Malenkov, on applaudit le nouveau gouvernant qui

vitupérait Staline – et, comme de bien entendu, on l’applaudit au nom de Marx et du marxisme. Maintenant, Mao Tsé TOUNG est considéré comme un grand théoricien marxiste et un fidèle interprète de la pensée de Marx, comme l’est Trotsky pour les différentes tendances trotskystes, toutes plus marxistes les unes que les autres, qui ne jurent que par la juste interprétation théorique et tactique des écrits de l’auteur du *Capital*. N’existe-t-il pas, même, certain courant qui, se basant sur les écrits de jeunesse de Marx, défendent un marxisme antiétatique et anarchisant ?

Nous avons ainsi des dizaines de théoriciens, de courants, d’écoles séparés sur des questions aussi importantes que la tactique parlementaire, ou révolutionnaire, le problème du degré de développement et de concentration du capital dans la période pré-révolutionnaire, de l’interférence des questions agricoles, industrielles et financières et de leurs répercussions pratiques sur la stratégie pré ou post-révolutionnaire, sur la transformation de la société, sur l’interprétation de telle ou telle partie de l’histoire, etc. Devant ces contradictions, on a inventé, afin de donner une certaine cohérence de pensée directrice à ce qui se fait en Russie, le marxisme léniniste auquel des théoriciens marxistes comme Lucien Laurat opposent leur profonde connaissance de la doctrine qui dément le léninisme marxiste, lequel a, selon eux, mis la charrue avant les bœufs. Mais les autres peuvent répliquer que dans la préface russe au *Manifeste communiste* édité en 1881, Marx et Engels admettaient, en contradiction avec la concentration industrielle préalable jusqu’alors préconisée par eux, que la vieille structure agraire du « mir » dont, selon Plejanof, Catherine la Grande avait été la principale fondatrice afin de mieux contrôler et exploiter les masses paysannes, pouvait parfaitement être utilisée pour implanter le socialisme dans le monde rural après la révolution.

Nous pourrions nous étendre infiniment plus. Nous ne le croyons pas nécessaire. Mais à la lumière de ces exemples, nous demandons irrévérencieusement à tous ces exégètes, ces commentateurs, ces chantres, ces théoriciens, ces doctrinaires, ces économistes, ces philosophes, ces spécialistes, qu’est-ce donc que le marxisme ? Il serait intéressant de les voir tous face à face. Par comparaison, la tour de Babel semblerait un flot d’harmonie.

* * *

On sait que Marx s'inspira, au départ, de deux grands penseurs : Héraclite et Hegel. Héraclite – mais les dernières études faites à son sujet mettent ces paroles en doute – formulait les propositions suivantes : « Tout change... tout se modifie... tout coule... On n'entre pas deux fois dans le même fleuve... La lutte est le père de toute chose. »

Marx a repris cette vision de la vie et de l'histoire, qui demanderait à être explicitée, et l'a renforcée par la dialectique hégélienne selon laquelle « chaque chose élabore en son sein des éléments contraires qui la décomposent » ... « tout se modifie, car tout ordre de choses élabore des ferments constitutifs d'une nouvelle forme supérieure » ... Par conséquent « toute étape, tout degré ou tout "moment" de l'évolution est nécessaire, inévitable, d'une logique, d'une fatalité inexorable. »

Notons d'abord que ce dernier raisonnement justifie aussi bien le fascisme et le nazisme que le bolchevisme – il y eut du reste des hégéliens de gauche et des hégéliens de droite. Puis, qu'on le veuille ou non, nous voyons dans ces paroles davantage une symbolique métaphysique qu'une synthèse rationnelle ou scientifique. C'est pourtant sur ces conceptions de dialectique verbale que Marx a construit sa méthode dialectique des faits.

Si « la lutte est le père de toute chose » (on pourrait aussi bien dire que c'est l'amour, ou le mouvement, qui n'est pas forcément lutte) il faut nous dire comment elle se produit. Marx l'explique selon la dialectique hégélienne qui, dans la pratique de l'histoire, s'explique par l'apparition de ferments qui minent l'organisme existant et apportent les bases de l'organisme nouveau. C'est en vertu de ce raisonnement qu'Engels définissait les rapports entre la dialectique et le socialisme. La féodalité, considérée comme seule forme économique possible à l'époque de sa constitution, aurait engendré l'artisanat, puis la petite bourgeoisie qui finit par la miner et la jeter bas ; à son tour, la petite bourgeoisie a donné naissance à la grande bourgeoisie, puis au capitalisme qui l'étouffe et la fait, ou la fera disparaître ; mais fatalement ce dernier engendre le prolétariat condamné à une misère croissante tandis que le capitalisme se concentre ; ce prolétariat sera renforcé par la bourgeoisie ruinée et

deviendra, avec elle, le fossoyeur du capitalisme. Alors, le socialisme triomphera.

Mais si tout coule inexorablement comme une loi de la vie (Héraclite), si tout régime engendre son contraire (Hegel) on se demande quel régime succédera au socialisme, quels ferments le ruineront, quelles pourront être les formes nouvelles supérieures créées dans le sein de la société égalitaire, quelle pourra être la nouvelle antithèse opposée à la thèse et à quelle synthèse nouvelle, à quelle « négation de la négation » elle pourra conduire. Que fera-t-on de mieux que l'égalité économique qui, elle aussi, devra disparaître puisque – et il s'agit ici d'un postulat théorique – « tout coule » ? L'impossibilité de répondre à cette question, au bout de laquelle apparaît la mort du socialisme, montre l'erreur fondamentale de la méthode dialectique adoptée par le marxisme.

Un autre fait, qui confirme cette erreur, est la longue suite des civilisations apparues et disparues au cours de l'histoire humaine. Les régimes sociaux ont pu changer, les civilisations ne s'en sont pas moins effondrées, au lieu d'engendrer « dialectiquement » des formes supérieures se succédant, elles se sont épuisées biologiquement, ou sous des attaques extérieures (invasions par des peuples barbares) favorisées le plus souvent par un affaiblissement interne. Toutes les civilisations qui nous sont connues nous apparaissent comme un défilé brillant et désolant, et rien ne nous garantit, si nous ne savons y prendre garde, que la nôtre ne subira pas le même sort. Cela dépasse donc, et largement, la lutte de classes considérée par Marx comme le moteur dominant de l'histoire.

La méthode dialectique avec laquelle on prétend expliquer le passé, le présent et l'avenir de l'humanité n'est en fait qu'une nouvelle scolastique qui fausse et déforme l'étude de la vérité. Seule la science expérimentale, objective et rejetant tout apriorisme, tout cadre obligatoire dans lequel on peut enfermer la recherche et la pensée nous permet de savoir, et de nous tromper le moins possible. Car de par la faiblesse relative de ses moyens devant l'infinie variété de la vie en général, et même de la seule vie humaine, l'homme ne peut résoudre que dans l'abstrait le problème de la certitude. Des énigmes nouvelles se posent à mesure qu'il vainc celles qu'il s'était posées, et dès qu'il prétend avoir trouvé la vérité dernière il crée un dogme aussi dangereux que ceux qu'il a détruits.

* * *

Une autre base fondamentale de ce qui compose le corps de doctrine du marxisme est le matérialisme historique par lequel se justifie ce que ses auteurs appellent le « socialisme scientifique ». Signalons dès maintenant que les marxistes, ou tout du moins les marxistes actuellement officiels, ont substitué à cette définition celle de « matérialisme dialectique », ce qui rend plus faciles toutes les volte-face théoriques et tactiques. Et commençons par réfuter une assertion trop répandue par les commentateurs apologétiques pour qui la conception matérialiste de l'univers est due à la pensée marxiste.

Quiconque a, sur ces questions, la moindre information sait que la plupart des philosophes grecs ont fait sortir l'esprit de la matière, et non pas la matière de l'esprit. Pour Thalès, c'est de la mer que provient toute vie. Anaximandre professait une conception mécaniste, où n'apparaît pas le moindre petit dieu ; selon Anaximène, le principe essentiel de la vie est l'air ; pour Héraclite, c'est le feu ; pour l'école pythagoricienne, « le nombre et l'harmonie sont les premiers par rapport à Dieu ». Pour Leucippe et Démocrite, puis pour Epicure, et par la suite pour le disciple de ce dernier, Lucrèce, l'univers et la matière universelle sont composés d'atomes. Là non plus, pas de Dieu auteur du monde. Si des dieux et des déesses apparaissent dans la culture grecque, ils sont des créations de cet univers, ils n'en sont pas les créateurs. Vénus sort de l'onde et « féconde le monde en tordant ses cheveux », mais elle est fille de la mer. La mythologie et la légende ont pu faire de Zeus le père des dieux et des hommes : une chose est la poésie, une autre la philosophie qui, en Grèce, et depuis Hésiode, fut matérialiste.

Après la longue nuit du Moyen Age, Francis Bacon et les savants qui explorent le monde et la nature humaine ouvrent la voie à l'étude objective, à la science expérimentale. Hobbes le suivra, à sa façon, puis la pensée matérialiste française, avec La Mettrie, d'Holbach, Diderot, Lavoisier, Volney, Laplace, Lalande, qui « n'avait pas besoin

de l'hypothèse Dieu pour expliquer sa conception physique du monde »¹.

Quand la pensée de Marx commence à être connue, il y a longtemps que, en France, en Allemagne, en Angleterre, la conception matérialiste de l'univers et de l'origine de la vie s'est répandue. Erasme Darwin, Buffon, Geoffroy Saint-Hilaire, Wallace, Lamarck, Charles Darwin, Spencer et d'autres encore, tels Büchner et Haeckel, ont apporté, du point de vue biologique, les bases qui montrent l'insuffisance des conceptions spiritualistes.

Mais ce qui revient au marxisme, et que nous ne lui contestons pas, c'est l'interprétation matérialiste de l'histoire réduite à un simple économisme historique, et qui constitue pour tant d'intellectuels peu informés ou peu curieux, une méthode et une panacée pour l'explication du développement des sociétés humaines, et une directive pour la construction d'un nouvel avenir social.

Observons d'abord que le marxisme commence à mutiler l'ample vision du matérialisme philosophique et scientifique tel que l'avaient construit les hommes que nous avons cités et, du temps de Marx lui-même, Ludwig Feuerbach, qui, plus que Marx, son disciple honteux, apporta à la philosophie allemande un humanisme matérialiste dont on trouve bien des traces chez Bakounine lui-même. Nous aussi matérialistes, au sens le plus large de l'interprétation essentiellement *physique* de la vie universelle, nous donnons au rôle joué par le facteur économique quant aux structures des sociétés et à la vie économique et sociale des peuples, une importance qui, dans notre pensée, ne se dément jamais. Mais nous nous refusons à limiter à ce cadre la conception de la matière tant dans le domaine cosmique que dans le domaine humain, et de tout ce qui en ressortit.

Nous n'ignorons pas que la talassocratie² crétoise fut le fruit de l'environnement maritime, que l'aridité de la Grèce obligea les Hellènes à émigrer et à étendre leur influence civilisatrice depuis le bassin occidental méditerranéen jusqu'au centre de l'Asie ; que sa condition insulaire et l'abondance des couches carbonifères dans le sous-sol de l'Angleterre déterminèrent le développement industriel et

¹ Ce n'est pas Lalande, mais Laplace qui fit cette déclaration à l'empereur Napoléon I^{er}. (R.B.)

² *Thalassocratie*. (R.B.)

la maîtrise des mers de ce pays, et que la prédominance du désert réduisit presque à néant la civilisation arabe ; nous savons que les migrations des Barbares eurent pour cause première l'assèchement des hauts plateaux asiatiques, et que ce dernier fait est une des causes lointaines de la chute de l'Empire romain et de la civilisation romaine et byzantine ; nous savons que l'abondance et la réunion sur une aire géographique facilement franchissable favorisa l'essor prodigieux de l'industrie nordaméricaine, et que les climats et les modalités d'existence de la vie continentale ont engendré le plus souvent des systèmes sociaux moins ouverts que les climats maritimes à la vision du monde, au développement de la culture et à la liberté humaine.

Mais quand nous exposons succinctement ces faits, nous embrassons différents aspects de la matérialité de l'existence. Car les seuls développements de l'économie expliquent, en partie seulement, les caractéristiques et les structures politiques et juridiques des régimes qui se sont succédé, et l'on trouve à la base, et d'abord, des explications de caractère géographique, géologique et climatique, dont l'économie est une conséquence.

D'autre part, si l'œuvre des hommes est conditionnée par ce que la nature a mis ou met à leur disposition, elle est aussi cela : *l'œuvre des hommes*, et l'histoire et les faits actuels nous prouvent à chaque pas que dans des conditions également favorables certains peuples ont développé leur économie tandis que d'autres ne l'ont pas fait ; que, manquant de matières premières, le Japon a créé une industrie formidable et des structures industrielles modernes qui jouent un rôle de premier plan dans l'économie mondiale, tandis que la Chine, malgré son brillant passé, est restée endormie pendant près de vingt siècles ; que l'Inde dort depuis des millénaires malgré des possibilités et un potentiel économiques qui, aux mains d'une population comme celle de l'Allemagne, de l'Angleterre, des Etats-Unis ou du Japon, lui auraient permis un développement matériel prodigieux. Elle nous montre encore que c'est par la volonté d'un homme d'Etat, Colbert, que la manufacture et la véritable construction maritime sont nées en France, et même que l'intensification du développement de l'industrie russe, après la chute du tsarisme, s'explique d'abord par la volonté d'industrialisation de Lénine, puis surtout de Staline, marxiste à sa façon, comme celle de la Russie d'hier s'explique par la volonté de Pierre Le Grand.

Dans la préface à la *Critique de l'Economie politique*, Marx a défini d'une façon claire et synthétique son interprétation de l'histoire :

« Dans la production totale de leur vie, les hommes contractent certains rapports indépendants de leur volonté, nécessaires, déterminés. Ces rapports de production correspondent à un certain degré de développement de leurs forces productives matérielles. La totalité de ces rapports forme la structure économique de la Société, la base réelle sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique, et à laquelle répondent des formes sociales déterminées de conscience. Le mode de production de la vie matérielle détermine, de façon générale, le procès social, politique et intellectuel de la vie. Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine son existence, mais son existence sociale qui détermine sa conscience. »

Commençons par dire que, même si cela était vrai, ce ne serait pas une raison pour nous y soumettre. La grandeur de l'homme, et ses progrès, sont dus d'abord à ce qu'il ne s'est pas soumis à l'aveugle déterminisme, à ce qu'il a été, selon la définition de Pascal, un « roseau pensant », et qu'il continue de l'être ; à ce qu'il a réagi contre la fatalité et a voulu imposer à la nature le sceau de sa conscience, de son intelligence et de sa volonté. Cette apologie de l'influence dominante de l'économie sur la conscience humaine revient à nier cette conscience même. C'est prétendre qu'il a été, qu'il en fut et qu'il continue bien d'en être ainsi. Nous savons aussi que les faits économiques exercent une influence plus ou moins grande sur les comportements et les rapports des hommes, selon les idées reçues, les époques, la conception de la vie, le sens de la liberté, mais nous affirmons que l'existence d'un fait ne doit pas nous empêcher de réagir contre ce fait selon notre conception de ce qui est bien et de ce qui est mal. *Car l'intelligence, la conscience, l'esprit humain, la volonté humaine sont aussi des FAITS.* L'économisme a fait oublier à Marx la psychologie, facteur éminemment humain.

Nous ne voulons pas réaliser le socialisme parce que, selon le jargon marxiste, « les procès de production, de par leur progrès, sont en contradiction avec la structure de la société, ce qui implique la

nécessité de changer cette structure », mais parce que l'inégalité économique offense notre conscience. Ce n'était pas au nom de la contradiction entre la technique et les formes d'organisation sociale que Proudhon réclamait pour tous les mêmes possibilités d'existence, mais au nom de la justice, au nom d'un principe moral, indépendamment du stade de développement des forces productives, du degré de progrès des techniques employées. En outre, la thèse marxiste est à ce sujet absolument fausse. L'Angleterre, premier pays industriel, n'a pas implanté le socialisme, et Marx reconnaissait sur le tard qu'il manquait au peuple anglais « le tempérament révolutionnaire » pour accomplir la transformation qu'il avait annoncée. Quant aux travailleurs nord-américains, ils s'incorporent au capitalisme et ne pensent nullement à sa destruction. Par contre, c'est en Russie, c'est en Chine qu'on a éliminé le capitalisme sans que se fût produite auparavant la domination de sa forme industrielle. Ici le socialisme dit « scientifique » montre ses erreurs fondamentales, et que ce qu'Engels appelait dédaigneusement le socialisme « utopique » était moins utopique que le marxisme lui-même.

Quant aux facteurs psychologiques en contradiction avec le matérialisme et l'économisme historiques, ce sont les marxistes qui en fournissent la preuve en attribuant non au processus du développement de l'économie et à ses répercussions, mais à deux hommes, Marx et Lénine, la fondation du socialisme mondial et le triomphe de la Révolution bolchevique. En effet, Marx a fondé ... le marxisme ; en effet, l'influence de Lénine fut l'élément moteur de la Révolution d'octobre dont Kropotkine pouvait dire qu'elle enterrait la Révolution russe. Mais alors, que deviennent les postulats scientifiques et fondamentaux du marxisme ?

* * *

Bon ou mauvais, providentiel ou désastreux, le facteur humain joue toujours, et les marxistes les plus conséquents et les plus célèbres, en commençant par Marx et par Lénine, lui ont donné et lui donnent, par-dessus les doctrines, la première place quant aux méthodes tactiques avec lesquelles ils ont agi sur l'histoire, et en partie fait l'histoire. Les meilleurs programmes, les doctrines les plus élaborées valent surtout d'après ce que valent ceux qui s'en réclament ou agissent en leur nom.

Prétendre expliquer toutes les activités, tous les comportements de l'humanité par les seuls faits économiques, c'est être prisonnier d'un schéma si sommaire qu'il est surprenant que des gens intelligents s'y arrêtent. Pour qui approfondit l'évolution de notre espèce et de ses diverses ethnies, les religions apparaissent, comme éléments de l'histoire, aussi importantes, et souvent plus, que les conditions économiques de vie matérielle. Elles ont même, dans bien des cas, plus influencé l'économie que l'économie ne les a influencées (voir de l'Inde, par exemple).

Même observation en ce qui concerne l'art, la pensée, la vie de l'esprit, les formes juridiques qui ont si souvent été des auxiliaires ou des freins de la vie économique. Heureusement, la vie est un peu plus compliquée, et plus intéressante que l'interprétation qu'en donne le marxisme.

* * *

Il reste encore une croyance généralisée que nous devons réfuter.

Pour bien des gens, même si comme doctrine le marxisme a ses insuffisances, ou contient des erreurs indéniables, il représente un courant révolutionnaire qui a inspiré et inspire les peuples dans leur marche vers leur émancipation.

Dans ce cas, plus que l'adhésion au marxisme, ce qui compte positivement, c'est l'adhésion au mythe forgé autour de lui. Nous n'y aurions pas trop d'inconvénients si, comme il arrive parfois, le mythe pouvait jouer un rôle plus utile que nuisible. Mais dans ce cas il a mené à l'implantation d'un totalitarisme monstrueux qui a exterminé environ 30 000 000 d'hommes, de femmes et d'enfants dans les camps de concentration, ou par exécution directe, alors qu'à la pire époque du tzarisme on en a compté en tout et pour tout 72 000 – ce qui était 72 000 de trop.

Non : ce n'est pas parce que Marx a existé, écrit *Le Capital*, et forgé une conception du socialisme que chacun interprète à sa façon, et tous de façon contradictoire, que les peuples, ou une partie d'entre eux, luttent pour leur émancipation. La lutte contre la domination étrangère, contre l'oppression, contre l'exploitation, a été de tous les temps, non seulement pour des raisons sociales, ou de classes, mais aussi de nationalité, pour des motifs raciaux dans lesquels

s'interféraient ou ne s'interféraient pas des problèmes de classe. Les soulèvements héroïques des habitants de Palestine, qui furent sur le point d'abattre la domination romaine, celui de Spartacus, celui des Bagaudes ne s'expliquent pas par la lecture du *Capital*, ni par l'explication unilatérale que le marxisme en donne. Ni la Guerre des Paysans d'Allemagne, ni celle des Hussites, ni l'insurrection de Budapest en 1956. Le socialisme est antérieur à Marx et au marxisme, voilà ce qu'il nous faut rappeler, et même sans le marxisme, il existerait aujourd'hui avec, sans doute, en moins, les déviations réformistes et dictatoriales que nous connaissons.

Le *Manifeste Communiste* fut publié en 1847. A cette époque, le socialisme était à l'ordre du jour en France et en Angleterre. Babeuf, Robert Owen, Saint-Simon, Fourier, Victor Considérant (dont le *Manifeste de la Démocratie* anticipe toutes les thèses du *Manifeste communiste*), Proudhon (dont *Qu'est-ce que la propriété ?* parut en 1840), Louis Blanc, Pierre Leroux, Colyns, Blanqui, Delescluze, Lassalle et une légion d'autres penseurs révolutionnaires ont fondé le socialisme en Europe. William Thompson et Proudhon avaient défini la plus-value et trouvé le terme lui-même, bien avant la publication du *Capital* qui ne parut à Londres qu'en 1867, dont la traduction allemande ne vit le jour qu'en 1873, et la première édition française en 1875. Auparavant avaient eu lieu la Révolution de juin 1848 et la Commune de Paris.

Nous ne nions pas toute valeur à l'apport de Marx et Engels au socialisme, mais nous disons qu'il est funeste, pour la conquête de l'égalité économique, de se reposer essentiellement sur le marxisme. Comme d'autres théoriciens, ces deux hommes ont élaboré une pensée qu'ils ont systématiquement étoffée et revêtue d'apparence scientifique, en empruntant beaucoup aux autres. Exposée avec une grande puissance littéraire, on peut en retenir certains éléments, quoique même dans l'analyse de la genèse du capital elle est aujourd'hui très discutable. Mais la société a évolué, évolue sans cesse de façon imprévisible. Loin d'une paupérisation croissante du prolétariat, nous assistons, dans les nations capitalistes, à un embourgeoisement de ce prolétariat, à l'apparition de nouvelles couches privilégiées par la diffusion du capital financier et mobilier qui multiplie l'actionnariat et donne aux travailleurs salariés des nations occidentales un niveau de vie dont bien des bourgeois n'auraient osé

rêver au début de ce siècle. Cette seule erreur montre l'insuffisance de l'analyse économique, apparemment si savante, réalisée par le marxisme et son fondateur. Mais nous savons aussi que d'autres penseurs socialistes se sont souvent trompés. Il serait sot de leur en faire le reproche. Toutefois nous devons mettre en garde contre ceux qui, dans leur aveuglement doctrinaire, aboutissent à un totalitarisme intellectuel conduisant directement au totalitarisme politique et social, lequel impose aujourd'hui son joug sur un milliard d'habitants de la planète.

Ce n'est pas pour le triomphe du marxisme qu'il faut lutter, mais pour celui du socialisme, de la justice sociale, de la liberté, de l'égalité, de l'humanité. Il n'est pas de vérité qui leur soit supérieure. Tout ce qui les oublie ou prétend les ignorer doit être rejeté. Et parce qu'il nous emprisonne dans un système doctrinal qui contient tant d'erreurs et de causes d'erreurs mortelles, parce qu'il n'admet pas d'autres modes de penser, et qu'il construit ainsi un cercle intellectuel fermé avant de construire les camps de barbelés, nous disons que c'est hors du marxisme qu'il faut chercher la grande vérité humaine.

LA JUSTICE ÉCONOMIQUE

C'est du sentiment de justice et de l'amour de l'équité qu'est né le combat contre l'inégalité économique¹, c'est-à-dire contre l'acaparement par une minorité des moyens d'existence créés par la nature et par le travail des hommes. Les réminiscences des communautés primitives, pas toujours réelles, dans lesquelles nos lointains antécédents ont vécu pendant des millénaires, ont longtemps fait rêver à un âge d'or disparu, que les meilleurs voulaient ressusciter pour le bien de tous. Et depuis Platon, qui dans sa *République* avait exposé le fonctionnement d'une organisation sociale où n'existerait plus la propriété individuelle et où donc nul ne pourrait exploiter son prochain, en passant par certains courants des stoïciens et certaines affirmations figurant dans les Évangiles (mais qui furent de tout temps

¹ On peut nous rétorquer qu'il est né du fait même de l'inégalité économique, mais nous ne pouvons nous arrêter à une lapalissade. Et en réalité, ou long de l'histoire, ce ne furent pas les plus mal partagés qui furent les combattants les plus acharnés, et qui le demeurent.

méconnus par l'Eglise), la marche vers le socialisme a été longuement poursuivie par des penseurs généreux et les minorités insurgées des peuples asservis.

Désir de justice, désir de libération, ces deux facteurs s'épaulant l'un l'autre ont, au long de l'histoire, posé la question sociale sous l'angle économique, et le développement de l'instruction et des idées sur l'économie, l'évolution des esprits, l'élargissement de la vision des choses, les sentiments de sociabilité, tout cela aidant sous des formes diverses, c'est la structure même de l'organisation de la société, et l'existence des classes qui ont été mises sur la sellette.

La lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme continue.

Et pas à pas, cette exploitation s'atténue sous les attaques qu'elle subit grâce aux assauts des luttes ouvrières et de la conscience humaine. Les attaques revêtent des aspects différents selon les époques et selon les peuples, selon le degré de résistance des privilégiés et les conditions d'existence souvent déterminées par la géographie, les ressources économiques. naturelles plus ou moins abondantes, la psychologie ethnique qui fait que les progrès vers le socialisme soient réalisés pacifiquement, sans besoin de luttes sanglantes dans les pays du Nord de l'Europe, et aient demandé, au contraire, des luttes souvent cruelles dans d'autres régions du globe.

Mais, quelles que soient les modalités de l'action et les régimes politiques existants, la tendance à une moins grande inégalité ou à plus d'égalité économique apparaît toujours.

C'est à ce point que même les régimes fascistes ont invoqué et invoquent la justice sociale, car ce n'est qu'au nom de cette justice qu'ils pouvaient mobiliser une partie des multitudes dont ils avaient besoin pour triompher. Cela n'est pas nouveau dans l'histoire, mais les aspirations sociales des masses s'étant étendues et développées, c'est en les exploitant et en les servant tout à la fois que tant d'aventuriers ont pu triompher.

Au cours de ce siècle, Mussolini lui-même, ex-leader du parti socialiste italien, exploita, au départ, ces aspirations latentes, car s'il est vrai que, par rivalité et comme condition de triomphe personnel il combattit le parti socialiste et les forces de gauche italiennes : c'est avec un programme social, et révolutionnaire qu'il se lança dans la lutte qui le conduisit au pouvoir. Il eut avec lui de fervents

révolutionnaires, républicains, socialistes, syndicalistes, et même le nom de « fascio » choisi pour dénommer les groupements de combat qu'il constitua, avait été repris aux « fascio operaio » (faisceaux ouvriers) comme se dénommèrent les premières forces de la Première Internationale. Lors de la marche sur Rome, Mussolini affirmait vouloir proclamer la République, qui sans doute aurait eu un caractère social ; mais, aventurier de l'histoire avant tout, il accepta le pouvoir que lui offrit le roi, et modifia sa politique à laquelle il adapta l'Etat dit corporatif d'apparence juridique révolutionnaire.

Plus tard, Hitler lui-même porta atteinte aux droits des privilégiés en limitant les bénéfices des entreprises capitalistes, en expropriant certaines des plus grandes unités, en imposant l'amélioration substantielle des conditions d'existence des masses travailleuses victimes du délabrement de l'économie allemande par suite du traité de Versailles, ce qui contribua à ce qu'une partie des masses se rangeât de son côté. En Espagne même, l'objectivité nous oblige à reconnaître que le programme de la Phalange avait un contenu social qui nous a passé trop inaperçu, et que Franco a ignoré systématiquement.

Parmi les grands exemples les plus récents, la dictature de Peron, en Argentine, mérite aussi d'être soulignée. Comme au temps de Marius à Rome, un aventurier de l'histoire basait son pouvoir sur la défense des masses du peuple, et avait pour cela le peuple avec lui. Lutte de classes, certes, mais en même temps et surtout utilisation de la lutte de classes par ceux qui, s'adaptant aux conditions de leur époque, savent flatter les masses, et les servir pour s'en servir.

Peron implanta du jour au lendemain des congés payés, les retraites pour les vieillards, l'aide aux mères de famille, la protection de l'enfance, l'interdiction du renvoi des salariés, la participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise ; il fit construire des dispensaires dans les villages, des hôpitaux dans les villes, et, avec sa femme, peut-être plus intelligente que lui, étendit en prenant aux riches, toutes ces réformes au bénéfice des pauvres. Naturellement, il vola et spolia : les paysans d'Argentine en surent quelque chose, de même, bien des gens qui n'étaient pas toujours les grands privilégiés dominant en Amérique du Sud. L'essentiel est que, là encore, la lutte contre l'injustice a joué un grand rôle et nous apparaît, quelles

qu'aient été ses conséquences finales, comme un des éléments fondamentaux de la dynamique de l'histoire sociale.

Enfin, l'exemple actuel de Cuba, de l'Algérie, de la Bolivie montre l'importance de cet élément. S'il est vrai que les régimes implantés dans ces pays ne sont pas nommément fascistes., les similitudes sont nombreuses. Le capitalisme est dépossédé au nom du socialisme, et cela donne plus de droits théoriques aux nouveaux gouvernements. Toutefois, lorsqu'ils prirent le pouvoir, tant Castro que Ben Bella n'étaient pas des socialistes partisans de l'expropriation du capitalisme. Comme Mussolini, mais à leur manière, et selon les possibilités d'action qu'ils trouvèrent, ils ont improvisé des réformes, des créations de structures nouvelles, et. une fois lancés dans un sens donné, profitant des appuis venus d'un des deux grands blocs qui avait intérêt à les pousser contre la force adverse, ils se sont, de plus en plus, incorporés au bloc socialiste. Ce n'est ni par idéal, ni par esprit de justice qu'ils ont agi de cette façon : mais, répétons-le, par la nécessité de trouver dans les masses un appui dont ils avaient besoin. Aujourd'hui, selon les circonstances, n'importe quel chef de nouvel Etat de l'Afrique Noire se proclamera aussi socialiste, même si, au nom de la justice sociale il impose, avec des formes nouvelles, l'injustice sociale la plus effrénée et des formes d'exploitation inédites dans la région qu'il domine. Car il ne suffit pas d'éliminer les formes d'exploitation anciennes, ou les armatures ankylosées des clans et des tribus : il faut réaliser dans les faits, plus de justice, matériellement parlant.

Observons du reste que d'assez nombreux pays en sont encore au stade où la question sociale ne se pose pas en des termes assez aigus pour que le socialisme y ait acquis une force susceptible de peser fortement sur les actuels développements historiques. Dans certaines nations d'Amérique centrale et du Sud, dans certaines régions de l'Asie, de la Turquie à l'Indonésie, les révolutions ne sont toujours, et avant tout, que des coups d'Etat de factions, de partis, de camarillas militaires. Il s'agit généralement de « pronunciamientos ». La mentalité générale, l'esprit public n'ont pas encore assez évolué, quoique souvent l'exploitation de l'homme par l'homme y soit aussi vieille, et plus intense que dans d'autres pays.

Mais en dehors de ces nations à l'état d'ébauche dans certains cas, sclérosées dans d'autres, nous assistons à une évolution incontestable

vers plus d'égalité et plus de sécurité matérielle – la deuxième en partie le fruit de la première – même et surtout dans des pays comme les Etats-Unis, où les mœurs et l'esprit général sont si opposés à l'intervention de l'administration publique, des municipalités, des Etats ou même du gouvernement fédéral, dans la vie sociale. Traditionnellement jaloux de leur liberté, les habitants des Etats-Unis ont refusé cette intromission pour conserver la pratique de la liberté individuelle, avec ses risques et ses incertitudes. Mais le principe de l'égalité demeure en eux, comme une constante de leur morale et de leurs aspirations, malgré les fortunes colossales qui se sont constituées comme résultat d'une production gigantesque, d'une population suractive, et de l'improvisation d'une organisation générale en pleine période de peuplement immigratoire. Egalité politique surtout, en même temps que défense de la liberté ; cela fit d'abord reléguer au second plan, dans un pays où les classes sociales n'étaient ni aussi tranchées, ni aussi sclérosées qu'en Europe, le principe de l'égalité économique. Puis, par ces contagions psychologiques qui caractérisent certaines périodes de l'histoire, par le reflet des idées qui déferlent sur les consciences dans la marche continue du progrès humain, le sens de l'égalité économique, même relative, s'acquiert, même sans parti socialiste, sans socialisme constitué en mouvement.

En même temps on comprend que les crises économiques qui ont secoué si profondément la nation ne doivent plus se produire. Celle de 1929-32 et les séquelles qui en sont restées pendant des années, ont imposé à l'attention du plus grand nombre la nécessité de mitiger en ses aspects négatifs le système de la libre entreprise et une liberté qui aboutissait à ces conséquences négatives indignes d'un pays civilisé. On comprend non seulement, et cela se lit dans tous les messages et les proclamations présidentiels, que la nation entière doit assister les millions de chômeurs, aider les Etats défavorisés par la nature, tant du point de vue agricole qu'industriel, pratiquer une entraide dans laquelle les parties les plus riches doivent aider les parties les plus pauvres. S'il n'y a pas, aujourd'hui, de gouvernement qui exige des impôts plus élevés sur les bénéfiques et les gains que celui des Etats-Unis, il se produit ainsi un certain nivellement par en haut ou une diminution des inégalités, et les protestations des grands actionnaires, directeurs d'entreprises, artistes ou boxeurs professionnels demeurent vaines.

Cela ne se produit pas qu'aux Etats-Unis. On le retrouve dans d'autres nations, malgré l'opposition des classes privilégiées, et le fait que bien des bénéfices ne soient pas déclarés par certaines entreprises – cela n'est pas le fait de tous les pays – n'enlève rien au principe fondamental de la recherche d'un certain nivellement social, même relatif, qui peut se consolider toujours plus. Il est indiscutable qu'une partie de l'argent arraché aux riches bénéficie, directement ou indirectement, aux autres classes.

Dans le reste du monde, c'est-à-dire dans les nations qui se sont éloignées du capitalisme – nous ne disons pas qui l'ont dépassé – - l'invocation de l'égalité économique oriente, ou devrait orienter, la politique sociale des régimes implantés. Un milliard d'hommes vivent, nous dit-on, selon des normes ou une jurisprudence inspirées du socialisme. Une étude serrée de la question nous permet de révoquer en doute des affirmations si optimistes, car de nouvelles classes se sont constituées en Russie appelée soviétique – et nous disons « appelée » soviétique parce qu'en fait le régime des soviets n'y est que nominal – et l'exploitation de l'homme par l'homme y a resurgi, après la disparition du capitalisme et de ses formes de propriété et d'exploitation. Comme dans tant d'autres cas historiques, l'Etat a engendré l'apparition de nouvelles classes privilégiées, et le fait russe nous prouve que si la tendance à l'égalité économique a existé de tout temps dans l'esprit et dans le cœur d'hommes isolés s'avancant sur leur époque, ou de minorités précédant les peuples, la tendance contraire, qui fait de l'existence du privilège un but dont doivent bénéficier ses partisans, existe aussi : on ne sera jamais assez en garde contre ses retours offensifs.

Bien ou mal appliqué, mais de plus en plus fréquemment invoqué, le principe de la justice économique s'est répandu d'une façon telle que l'on peut affirmer qu'il englobe la majorité des trois milliards quatre cents millions d'habitants qui peuplent aujourd'hui la planète. L'égalité politique, l'égalité devant la loi ne suffisent plus. L'exigence de l'égalité de tous les droits, et en premier lieu du droit à la vie, à toutes les satisfactions et à toutes les jouissances noblement humaines que chacun peut désirer s'impose de plus en plus. L'humanité marche vers ces nouvelles conquêtes, difficilement, cahin-caha, pourrait-on dire, par des voies différentes, selon le tempérament des peuples, leur histoire, la lucidité de leurs guides, les méthodes adoptées, les pro-

cédés choisis, les circonstances dominantes. Parfois le chemin pris conduit à des échecs. Il en est en cela comme en toute chose, et les esprits chagrins qui arguent de ces échecs pour repousser le principe de la justice sociale en soi démontrent leur ignorance de l'expérience humaine, et des réalités de la vie. Car jamais ce que les hommes ont entrepris ne s'est réalisé sans à-coups, sans heurts, sans erreurs. L'homme a toujours appris à ses dépens, ou il a renoncé à apprendre.

* * *

Oui, l'égalité économique, la justice sociale sont à l'ordre du jour, et quelles que soient les exactions, les crimes même qui ont été commis en leur nom, – comme on en a commis au nom des causes les plus belles – elles constituent un idéal qui enflamme les meilleurs. L'humanité marche vers le nivellement non pas des individualités, des aptitudes, des natures personnelles, mais des possibilités d'existence et de développement de tous les êtres qui l'intègrent. Elle y marche consciemment, volontairement, comme une condition fondamentale de sa raison d'être, et de la justification de son existence. Il nous faut prendre pleinement conscience de ce fait, et non seulement en prendre conscience, mais en faire le phare qui illumine notre route volontairement choisie, notre but poursuivi sans défaillance. Exploiter le sol et le sous-sol, les mers et l'atmosphère, la matière sous toutes ses forces, toutes les formes de l'énergie, terrestre et cosmique : mais ne pas exploiter l'homme, l'effort et le travail de notre semblable. Faire que les hommes se regardent en frères, toujours disposés à la bienveillance, à la sympathie, à la sociabilité, à l'amitié, à la tolérance ; rejeter toute doctrine, tout principe, tout raisonnement qui base le bonheur des uns sur le malheur des autres, la richesse ou le bien-être de telle partie de la population sur la pauvreté et la misère de telles autres parties, le haut niveau de vie de certains peuples sur le bas niveau de vie d'autres peuples.

Tel est l'impératif moral essentiel de notre époque. Des hommes appartenant à toutes les races, à toutes les nationalités, à toutes les activités, des croyants et des incroyants, des membres des classes pauvres et des classes privilégiées y tendent ou y aspirent. Ce désir de justice sociale, d'égalité véritable est devenu la nouvelle religion de notre époque. Religion qui coiffe toutes les autres, et les dépasse, car

elle est celle de la conscience humaine universelle. Il y a plus d'affinité et de prédispositions fraternelles entre un croyant et un incroyant qui aspirent à cette justice terrestre qu'entre un croyant qui la veut et un croyant qui ne la veut pas ; entre un athée partisan du maintien des classes sociales et un athée partisan de leur suppression. Dans ce dépassement venu de son cœur et du meilleur d'elle-même. l'humanité s'élève et crée une foi nouvelle, celle de notre siècle et des siècles à venir.

PRINCIPES RECONSTRUCTIFS

Au premier chapitre de cet écrit, nous avons placé l'homme et l'humanisme, l'humanité et son œuvre créatrice, faisant l'histoire par ses luttes contre les conditions adverses dans lesquelles elle était apparue. L'homme fut œuvre de la nature, d'un de ces avatars qui, au hasard des transformations cosmiques, créent les formes de vie et les détruisent comme ont été ou sont créées les galaxies qui finissent un jour par exploser, sans que rien de rationnel ni de volontaire, à l'échelle de la raison et de la volonté qui nous est propre, ne puisse en donner d'explication logique.

Une fois créé, l'homme a continué de se créer lui-même, car les forces qui sont en lui, et qui apparurent bien avant le stade préhumain, obéissent à des lois ou des possibilités biologiques qui se prêtent à des développements vers des sommets toujours plus élevés.

Et de même l'homme devient le créateur de soi-même, plus certainement encore la civilisation humaine est création de l'humanité. Il semble que nous disions là une vérité primaire, mais tant de sophismes ont égaré et continuent d'égarer les esprits que nous sommes bien obligés d'y insister.

Car, en somme, quelles sont les causes du progrès de notre espèce, sinon l'esprit, l'intelligence, le travail et les efforts des générations, chacune reprenant, malgré les interruptions dans le temps et les déplacements dans l'espace, le flambeau laissé par celles qui l'avaient précédée, l'élevant aussi haut que possible et le repassant aux générations nouvelles ?

Sans la création de l'agriculture, si rudimentaire fût-elle à ses débuts, sans l'invention de techniques pour élémentaires qu'elles

furent, l'invention, d'abord balbutiante, de l'outillage et son lent perfectionnement, sans la fabrication de la poterie, la construction de l'habitat, l'apprentissage des moyens de lutte et de survivance ; sans l'accumulation des observations et des leçons de l'expérience, sans la transmission par la parole – autre création humaine – et par l'exemple, sans les pratiques de sociabilité qui l'emportèrent sur celles de l'hostilité au sein des communautés primitives, la chrysalide humaine serait-elle sortie de la forme hésitante dans laquelle elle se trouvait mentalement et psychologiquement emprisonnée aux temps lointains des premiers âges ?

Prenons aujourd'hui les tribus indiennes qui vivent encore dans certaines parties de l'Amérique centrale, prenons certaines familles autochtones qui furent trouvées en Afrique au moment de la pénétration européenne, ou en Australie, ou en la Terre de Feu. Pour des raisons naturelles et complexes, objectives et subjectives, l'éveil de l'intelligence et de la pensée ne s'y est pas produit, ou ne s'y est produit que de façon très limitée. Mais là encore, les procédés de pêche, de chasse, ou d'agriculture, l'usage du feu, la guérison des blessures et de certaines maladies, la simple idée de mettre entre soi et le vent ou la pluie un rideau de feuillage, ou encore l'idée d'enfourcher un tronc d'arbre pour se déplacer en descendant le cours d'une rivière, les rapports entre tribus (nous n'ignorons pas les hostilités), tout cela est le fruit d'une évolution naturelle, comme l'est la construction d'un nid d'oiseaux ou d'une toile d'araignée. En se diversifiant, les formes et les forces de la nature ont créé des possibilités qui sont apparues à un plus haut degré dans l'humanité et qui, chez elles, se sont développées différemment selon les aptitudes techniques héritées et les circonstances.

Mais tout cela, qui est la partie la plus importante de la vie de l'homme et de l'humanité depuis un million d'années, qui mènera aux plus formidables acquisitions de la science, de la technique, de l'art, à toutes les manifestations de la solidarité active, ne fut pas l'œuvre du principe des formations politiques autoritaires, ni des structures et des superstructures spécialisées dans le commandement gouvernemental des hommes. Tout cela, répétons-le, a été le fruit des activités multiples et du travail incessant de notre espèce globalement considérée, celui de légions de chercheurs acharnés à connaître, à percer les secrets des cieux et de la terre, de la composition de la

matière, du mécanisme de la vie. Chimistes ou paysans, ou navigateurs, anthropologues ou commerçants parcourant les pays le ballot sur le dos et transportant avec eux partie de la culture et de la civilisation, éleveurs ou biologistes, forgerons ou mathématiciens, inventeurs autodidactes ou savants héritiers des cultures antiques, ils ont apporté les moyens de vaincre la faim et les maladies endémiques, éclairé les chemins que d'autres devaient suivre, multiplié les possibilités d'existence et d'amélioration de l'existence. L'utilisation de la vapeur, de la première locomotive, du premier bateau à voile n'a pas été l'œuvre d'un roi ou d'un régime politique quelconque. Rayez de l'histoire un Archimède ou un Hippocrate, un Galilée, un Pasteur, un Hertz, un Newton, un Lavoisier, un Einstein et la multitude de savants qui ont suivi et suivent aujourd'hui leurs traces, éliminez la parcelle de dons d'observation ou de recherche qui ont construit le savoir collectif, les éléments dispersés de connaissances pratiques ou abstraites qui deviendront cohérents par la transmission et l'élargissement des contacts établis, que reste-t-il ? L'Etat avec sa bureaucratie, ses collecteurs d'impôts, ses armées, ses aventures sanglantes, mais non une civilisation, une évolution vers de meilleurs rapports humains. Car, sur ce dernier point, même l'esprit de justice a été le résultat de la lutte des hommes les meilleurs obéissant à leur conscience et à leur cœur.

A ce sujet, c'est toute une nouvelle interprétation de l'histoire qui s'impose à nous, et ces faits, que nous mentionnons comme de grands linéaments, justifient davantage encore la nécessité d'un choix, d'une option d'où dépend l'avenir de l'humanité. On ne peut, à brève ou à longue échéance, arriver à une justice et à une harmonie durables si nous ne sortons pas de l'inégalité économique et des contradictions de l'économie libérale ou semi-libérale ; mais nous n'établirons ou ne maintiendrons pas une civilisation réelle et stable si nous n'échappons pas à la domination directe et indirecte de l'emprise étatique. La coordination économique à une échelle de plus en plus large est une nécessité absolue et vitale des peuples de plus en plus solidaires, mais le meilleur outil de travail se convertit en arme meurtrière selon les buts recherchés ou les mains qui l'emploient, et la planification organisée par l'Etat deviendra un instrument empoisonné cause d'un nouveau genre de désordre – le désordre ordonné – et de

l'implantation d'un parasitisme larvé, tous éléments qui furent les facteurs de mort le plus puissant des civilisations passées.

Il ne reste donc qu'un chemin, qu'impose une réalité de fond, et parce que de fond, trop inaperçue : l'organisation directe des groupements et des associations d'hommes selon leurs besoins, les nécessités de leur coexistence, et leurs rapports économiques et culturels. A la conception autoritaire ou spoliatrice de l'organisation des sociétés nous opposons le principe et la pratique de l'entraide et de la coopération directe et responsable, le seul qui puisse à la fois assurer la pratique de la sociabilité et la permanence des résultats positifs.

C'est par l'organisation spontanée et naturelle que furent possibles les spécialisations de travail et qu'apparurent les diverses branches d'activités. Déjà à l'époque acheuléenne ¹ on trouve des ateliers où les ouvriers fabriquaient des outils échangés contre ce que leur fournissaient les chasseurs et les cultivateurs. Les échanges, le commerce entre régions souvent très distantes, le troc de matières premières contre des produits finis, la découverte de moyens monétaires indispensables au développement économique, ont aussi été l'œuvre de l'initiative des hommes. Ainsi furent fondés les métiers et s'organisèrent les corporations. Ainsi naquit la commune rurale, que l'on retrouve dans l'histoire du développement des peuples, et qui a constitué durant des siècles l'élément fondamental de la vie publique dans l'évolution de tous les pays civilisés. Ainsi naquirent les villes, et, en leur sein, les groupements, les guildes, les amitiés, les artels, les associations diverses, se fédérant sur des territoires toujours plus étendus. Ainsi naquirent enfin de vastes fédérations de villes comme la Hanse qui précéda de beaucoup la constitution de l'Etat germanique.

Ces faits historiques doivent toujours être présents à notre esprit. L'histoire, en ses aspects positifs, est une construction permanente, toutefois selon les normes appliquées dans cette construction, elle peut ne pas présenter le spectacle d'un déroulement harmonieux, mais celui d'une tragédie continue. On dit et l'on répète que la « la religion est

¹ Se dit d'un stade culturel du paléolithique ancien, qui se caractérise par des outils de forme régulière taillés sur les deux faces. (R.B.)

l'opium du peuple » et nous croyons que cela est en grande partie vrai, quoique bien insuffisant pour la compréhension de ce fait si souvent dominant de l'histoire. Mais il ne faut pas oublier que l'étatisme aussi est un opium du peuple, et des plus dangereux, car il implique la domination des hommes ou le conditionnement de l'humain par l'Etat, l'invasion de la société et la paralysie de ses éléments vitaux par cette invasion cancéreuse qu'est l'étatisme, et, ce qui est plus grave encore, le renoncement des hommes à l'initiative responsable sans laquelle tous les organismes se sclérosent et dépérissent.

La complexité croissante de la vie sociale, et l'orientation des partis politiques dit « démocratiques » tendent de plus en plus à persuader les masses d'abandonner la direction de la vie aux organismes spécialisés qui pensent et agissent pour elles. Toute l'histoire nous montre que l'Etat finit par ruiner et dévorer la société. Il n'est que se rappeler le défilé des grandes nations civilisées pendant les millénaires qui ont précédé l'ère actuelle pour s'en convaincre.

Ces grands exemples sont décisifs et nous devons savoir en tirer les leçons. De sa nature propre, l'étatisme tend toujours à s'attribuer de nouveaux pouvoirs, à étendre son champ d'action. Il le peut d'autant plus qu'il possède l'appareil législatif, qu'il fait la loi grâce au gouvernement qui en est la tête et qui modifie, au fur et à mesure des nécessités de ses entreprises, toutes les dispositions administratives et les structures économiques qui gênent la satisfaction de son appétit. Il devient ainsi son propre but et donne naissance à une troisième classe sociale qui n'est plus celle du prolétariat ou de la bourgeoisie et du capitalisme, mais de l'Etat lui-même, qui est solidaire dans son contexte social, et qui exploite allégrement les deux autres non pas en son nom, mais au nom de la nation avec laquelle elle arrive psychologiquement à se confondre, si bien que lorsqu'un secteur de l'économie – mines, chemins de fer, gaz, électricité, marine marchande, etc. – passe sous son contrôle et son exploitation, ses théoriciens et ses doctrinaires ne disent pas qu'ils étatisent, mais qu'ils « nationalisent » les secteurs expropriés.

Et c'est une constatation générale que l'économie d'Etat est, par rapport à l'économie privée, régulièrement déficitaire. D'autant plus que les travailleurs, ouvriers et employés qui, en plus des techniciens et des hauts fonctionnaires, s'incorporent psychologiquement aux secteurs étatisés, acquièrent dans leur majorité l'esprit de l'institution

dont ils font partie. Dès lors, ils sont solidaires des mesures qui, par le truchement des impôts directs et indirects, font payer aux autres les déficits souvent immenses de la gestion étatique.

Ceux qui rejettent le capitalisme privé parce qu'injuste ont raison ; mais ceux qui, parmi eux, voient dans l'étatisation, réformiste ou révolutionnaire, un remède ou une espérance, se trompent. C'est en dehors de ces deux voies qu'il nous faut chercher. Et la seule qui nous semble juste est le développement de la création libre et directe des hommes agissant sous la loi de la nécessité, mais aussi sous la dictée de leur choix. C'est la création de formes sociales constituées par des fédérations de groupements spécialisés selon leurs activités spécifiques et qui tout à la fois restreindront l'emprise du capitalisme privé et du capitalisme d'Etat, et développeront chez les membres de la société l'esprit créateur et le sens nécessaire des responsabilités.

Cette nouvelle Renaissance doit germer dans les esprits et dans les faits par un nouveau départ, ou plutôt l'inauguration de nouvelles formes d'activités. Nous sommes à la croisée des chemins. Ou nous nous efforçons de faire contrepoids aux forces parasitaires voulant guider la vie pour mieux satisfaire leurs appétits, en leur opposant une conception socialiste et libertaire de l'organisation de la société, ou nous laissons ces forces envahir tout, comme une sorte de tumeur maligne qui insensiblement remplacera les cellules saines par les cellules malsaines, les formations vivantes et actives par les formations qui les détruiront.

* * *

L'habitude que nous avons prise de ne voir le fonctionnement de la société qu'à travers l'œuvre et les activités de l'Etat ou des classes privilégiées qui se sont emparées d'une partie importante de l'ensemble des activités sociales fera demander par quoi il est possible de remplacer – car il s'agit bien de remplacer, et non pas seulement de détruire – ce qui semble constituer les deux piliers principaux de la société moderne. A cela nous répondrons qu'il est, dans la société actuelle, un grand nombre d'institutions non officielles, non étatiques, ne dépendant pas non plus du capitalisme privé, qui englobent des millions et des millions d'hommes et de femmes dans un pays comme la France, et davantage encore dans d'autres pays. Là où elles se sont

développées, la vie matérielle, sociale, intellectuelle même s'en trouve enrichie. Là où elles ne le sont pas, la différence est évidente.

Or ces institutions sont la continuation, dans le temps, de celles qui ont rendu possible l'entraide et l'appui mutuel et que nous avons cités plus haut. Aujourd'hui les syndicats ouvriers peuvent constituer un élément fondamental de l'organisation industrielle vue sous un angle nouveau. Il fut un temps où, en France, la Confédération Générale du Travail poursuivait sérieusement les buts assignés par la Charte d'Amiens : « Le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de la réorganisation sociale. »

Sous l'action d'un réformisme bureaucratique et professionnel, ces organisations se sont écartées des buts autrefois poursuivis. Mais nul ne peut nier que si, revenant à leurs principes premiers, échappant à la politisation dont elles ont été l'objet, elles reprenaient en France le chemin indiqué par la Charte d'Amiens, pour se donner à la reconstruction de la société sur des bases égalitaires avec la foi, la volonté, la capacité technique acquise par un effort tenace et la force morale sans laquelle on ne fait rien de grand, elles pourraient infléchir l'évolution de la société vers le monde nouveau auquel les hommes les plus nobles et les plus généreux rêvent depuis longtemps.

Il en est de même des coopératives. Dans le monde entier elles groupent environ deux cents millions d'adhérents derrière lesquels il y a généralement une famille. Les coopératives ont permis aux pays du nord de l'Europe de développer leur agriculture, et dans le monde à des dizaines de millions de paysans de se grouper, de perfectionner les méthodes de travail, d'augmenter le rendement des terres, d'utiliser un meilleur matériel agricole, d'améliorer leur cheptel ; ce sont elles aussi qui ont facilité la création de nombreuses industries de transformation ; la construction d'habitations et d'usines qui ont pu, comme en Suède, rivaliser victorieusement avec le capitalisme. Elles sont un des secteurs les plus importants du crédit et de la distribution, et il ne tiendrait qu'à elles pour, unissant leurs efforts créateurs avec l'audace nécessaire, et coordonnant leurs activités avec celles des syndicats ouvriers industriels et de transport, apporter un élan de renouveau dans cette société menacée d'une lente, sournoise et dangereuse intoxication morale et matérielle.

Combien d'autres institutions libres, ou de création extra-officielle pourrions-nous énumérer ! L'Europe est couverte d'associations de toute sorte qui, dans la recherche scientifique, dans la diffusion de la culture, dans le domaine artistique, dans la mutualité qui englobe aussi des millions d'adhérents, dans le domaine des sports, des activités récréatives, montrent que quand ils le veulent les hommes peuvent s'organiser eux-mêmes selon le principe de self-government, et souvent ce sont ces organisations, ces groupements qui sauvent ce qui reste d'humain dans les comportements et les rapports collectifs. Ajoutons l'importance de la vie municipale, qui répond aux mêmes postulats et doit se défendre avec acharnement contre le lent envahissement de l'Etat.

Nous voyons très bien l'insuffisance des buts actuellement poursuivis par chacune de ces organisations prises isolément et par rapport aux buts d'ensemble que nous proposons. Mais d'abord jamais tous les éléments d'une société nouvelle n'ont existé intégralement avant que ne soit entreprise l'œuvre de transformation. Il nous suffit de montrer que les bases existent, qui peuvent être élargies, et réaliser dès maintenant une partie de l'œuvre nécessaire. Le problème immédiat est que les esprits stagnants cessent de stagner, que le germe de l'idéal se développe chez ceux qui, bien que minorité et sel de l'histoire comme l'ont généralement été les minorités en avance sur leur époque, peuvent influencer une partie suffisante et déterminante de la population. Alors on verrait qu'il est possible de changer l'orientation sociale et humaine de la société, possible d'échapper à la menace de décadence qui est au bout du chemin actuellement suivi, et de créer une société qui, par ses principes, ne connaîtrait plus les dangers qui ont ruiné d'autres civilisations et qui pourraient, demain, ruiner la nôtre.

CONCLUSION

Par socialisation, qu'entendons-nous ? Les intoxiqués de l'éta-tisation sont parvenus à créer dans l'esprit public une confusion presque invincible entre ce mot et celui de nationalisation. Du moment que les partis socialistes composant l'Internationale ouvrière, et suivant les chemins indiqués par Marx, décidèrent la création, dans

chaque pays, d'un Etat ouvrier, ce qui donnait inévitablement à chaque Etat, même ouvrier, un caractère national, ce ne fut plus le pays, c'est-à-dire la masse de ses habitants organisée dans les institutions qui sont naturellement l'expression et l'instrument de ses besoins et de ses activités qui fut chargé de l'initiative créatrice de l'ordre nouveau. Ce fut l'Etat, que les esprits autoritaires pouvaient conduire plus sûrement.

La socialisation implique la prise de possession *par la société* des forces productrices, des éléments vitaux nécessaires à la vie de l'ensemble de ses habitants, comme le socialisme impliquait, et impliquera toujours, la prédominance du social, par le social et pour le social. Le socialisme est donc différent de l'étatisme, quand il n'est pas son opposé, et Jaurès, qui fut un grand esprit, capable de déborder même les formules immédiates que les circonstances de l'histoire lui faisaient défendre devant les contingences du combat, écrivait :

« Ce n'est pas en devenant patron que l'Etat réalisera le socialisme, mais en préparant l'abolition complète du patronat de l'Etat et du patronat des particuliers, c'est-à-dire en supprimant les conditions économiques qui rendent possible et nécessaire le patronat sous toutes ses formes, sous la forme publique comme sous la forme privée. »

Ce n'est donc qu'au-delà de l'étatisation que nous aurons réalisé le socialisme. « Ce n'est pas en devenant patron que l'Etat réalisera le socialisme » ... Le problème consiste à savoir si, du moment qu'on emploie l'Etat comme instrument de combat, et la conquête de l'Etat comme une tactique qui finit par absorber les forces les plus vives et par devenir prépondérante sur toutes les autres, on ne finit pas par attribuer fatalement à l'Etat un rôle grandissant, qui le pousse à se placer au premier rang et à subordonner tout le reste à ses activités.

C'est en tout cas ce qui s'est passé dans tous les pays où les partis socialistes ont entrepris la conquête du Parlement. On a pu, dès le premier moment, ne vouloir que renforcer, grâce à l'appui apporté par les législateurs socialistes, l'action réalisée en dehors du Parlement, telle celle constructive, des coopératives et celle des syndicats. L'appétit vient en mangeant. L'esprit d'étatisation avait imprégné la plupart des précurseurs, qui de Platon à Louis Blanc, n'avaient su

imaginer d'autres solutions. Les Jacobins aussi avaient laissé leur héritage qui pesait directement dans le même sens et même Marx, occasionnellement ennemi de l'Etat lorsqu'il avait intérêt à flatter des forces révolutionnaires antiétatiques, ne préconisait-il pas, avec Engels, dans les mesures pratiques énumérées au *Manifeste Communiste*, une série d'étatisations qui démentent formellement le dernier paragraphe anarchisant de ce document ?

Socialisme ou étatisme : voilà le nouveau dilemme qui se pose aux hommes actuels. Réalisation de la justice sociale par la prise de possession des biens sociaux, et exploitation de ces biens par la société organisée de manière fonctionnelle, c'est-à-dire d'après les différentes fonctions que les organisations spécialisées auront à accomplir : production agraire et industrielle, transport, services publics, etc. Création d'organes nouveaux par des hommes ayant conscience de la nécessité d'action directe constructive comme condition de réussite historique.

Cela, diront ceux que l'étatisation psychologique a comme paralysés dans leur intelligence et leur volonté, est impossible. Et pourquoi ? demandons-nous. Le développement prodigieux de l'économie du dix-neuvième siècle, et du premier quart de ce siècle ne fut-il pas l'œuvre de l'économie libérale, en lutte contre l'Etat dans l'immense majorité des cas ? Et aujourd'hui même, les nations les moins étatisées, comme l'Allemagne et les Etats-Unis, ne sont-elles pas les plus riches ou les plus dynamiques dans l'ensemble des activités qui leur sont propres ? Toutes les créations scientifiques et techniques qui, au long de l'histoire, ont été des sources de progrès, toutes les formes d'organisation qui furent autant de jalons vers de nouveaux développements, n'ont-elles pas été l'œuvre d'individualités pleines d'initiatives, sachant non seulement imaginer, mais organiser, mais s'organiser et passer de l'atelier artisanal à la fabrique, et de celle-ci à ce qui deviendra la grande entreprise moderne ?

Il est inutile de nous rappeler que cette organisation de la production a revêtu, humainement, des formes odieuses. Nous le rappelons nous-mêmes dans cet essai, et nous savons aussi par expérience ce que l'on peut en dire. Mais il faudrait aussi se rappeler, – et on l'oublie trop souvent – que généralement l'organisation de la production par l'Etat a revêtu, au cours de l'histoire, la forme de l'esclavage, méthodique et bureaucratisé, ne laissant aucun espoir

d'évasion vers un avenir meilleur. C'est malgré tout grâce aux quelques libertés sœurs du libéralisme économique et défendues par des penseurs qui plaçaient l'homme avant l'Etat, que de nouvelles percées vers plus d'humanité purent être pratiquées.

Le grand débat des temps futurs, et du proche avenir, et qu'il faut engager dès maintenant, est celui de la société réelle, avec ses composants directs, les hommes de chair, d'os et d'esprit, non sophistiqués, déformés ou supplantés par l'Etat, – et cet Etat lui-même. Il revêt la forme d'un duel entre les forces actives, créatrices, intelligentes, ayant leur pensée, leur dynamisme propres, coordonnant leurs efforts vers de grands buts tracés par un idéalisme positif – et la mainmise fonctionnariste, bureaucratique autoritaire.

La socialisation, nous dit le dictionnaire, est la « mise en commun des moyens de production et d'échange ». Or le « commun » c'est l'ensemble de la collectivité ; la communauté entière, ce sont tous les habitants de la nation groupés et organisés selon le genre de fonctions qui leur sont propres. Il n'y a pas mise en commun, ni communauté lorsqu'il y a transfert de la propriété privée à l'Etat, car l'Etat est un ensemble d'institutions gouvernant le pays, non le pays lui-même ; ces institutions sont composées par *une partie* des habitants qui non seulement dispose de la propriété publique, ou plus exactement commune, mais, située au-dessus de l'ensemble, en dispose comme de *sa propriété*.

La socialisation n'est donc pas seulement un problème d'organisation économique. Les principes de gestion qu'elle entraîne sont décisifs en ce qui concerne les modalités d'application. Et selon les modalités d'application choisies, il est possible d'aboutir à un état de chose absolument opposé au but de l'effort entrepris. N'est-ce pas ce qui se produit en Russie, où l'échelle des salaires va, pour le moins, de un à cinquante, et a été, aux pires périodes de l'abominable tyrannie stalinienne, de un à cent ? Peut-on, dans ce cas, parler de socialisation, et le fait que l'Etat ait en mains toute la richesse de la société donne-t-il le droit à tant de commentateurs serviles ou ignares, de prétendre qu'un tel état de choses peut se qualifier de socialisme ?

Nous affirmons que le socialisme est inséparable de l'humanisme, car il suppose, au plus haut sens du mot, le triomphe de l'humanité, en donnant à ce mot le sens le plus large que lui ont donné les meilleurs parmi les êtres humains. L'humanisme est l'action et le comportement

des hommes, pour les hommes, opposés au triomphe et à la domination inhumaine et si souvent moralement déficiente de la machinerie sociale. Et même si cette machinerie était plus compétente que les hommes spécifiquement organisés dans leurs entreprises, nous aurions *et nous avons*, comme hommes, le droit de la récuser et de vouloir nous passer d'elle. D'abord parce que c'est nous, hommes, avec nos raisons propres, qui devons choisir le but, et les voies de notre destin. Ensuite parce que l'expérience nous pousse et doit nous pousser à formuler les options de plus en plus justifiées.

L'option essentielle est, en passant par le socialisme – c'est-à-dire par la doctrine qui fait du social, et des solutions apportées aux problèmes sociaux, la base de l'émancipation, de la dignité et du bonheur des individus – l'option essentielle, disons-nous, est celle-ci que bien des gens comprennent et formulent de plus en plus, même s'ils appartiennent à des secteurs différents de l'opinion : étatisme ou humanisme. La forme, et avec elle la réalité du socialisme en dépendront définitivement.

Nous dirons plus : l'esprit et le milieu humanistes sont indispensables à la formation, à l'éclosion d'une société socialiste. Seuls eux peuvent créer et assurer l'atmosphère indispensable, les comportements, les coutumes, les modalités d'organisation nécessaires. Si le socialisme se réfère, en premier lieu, à l'économie, l'agencement de l'économie est l'œuvre des hommes, de leurs préférences, de leur décision, de leur choix. On peut faire venir les récoltes, fabriquer des machines et construire des maisons dans n'importe quel régime. Les techniques sont valables dans toute forme sociale. C'est par la *façon* dont elles sont employées, et par la *façon* dont est réparti le fruit du labeur que se distinguent les régimes. Et le choix de cette façon, l'élaboration de ce choix sont avant tout, et toujours, le résultat des critères de caractère moral, élaborés par des générations de penseurs et d'apôtres, de lutteurs et de saints.

Dans cette recherche d'un meilleur avenir, d'une société plus juste, nous devons être guidés d'abord par une ample ambition de bien et de perfectionnement. Tout se tient, dit-on, et cela est vrai. Le véritable progrès intellectuel et social est inséparable du progrès moral. Aussi, la synthèse des raisons de notre combat est-elle, pour nous, la suivante : nous luttons pour une civilisation supérieure, pour une civilisation libertaire. Nous ne sommes pas seulement contre telle ou

telle forme d'organisation sociale, tel ou tel principe de jurisprudence, tel préjugé, tel dogme, telle erreur. Nous sommes surtout *pour* ce qui peut les remplacer pour le plus grand bien de tous les hommes. Il ne s'agit pas seulement de détruire, mais de construire. Il s'agit même, dans cette époque où les forces de résistance aux entreprises révolutionnaires sont telles qu'il n'est plus possible de les vaincre par les moyens classiques des révolutions passées, de démolir en construisant, en opposant des formes, des réalisations nouvelles aux formes anciennes et périmées, et en les débordant à force de courage, de grandeur et de volonté.

L'humanisme libertaire est aussi cela, dans le domaine de l'action créatrice, tant du point de vue économique qu'éthique et culturel. C'est l'organisation matérielle nouvelle de la société, mais c'est aussi la noblesse et la culture en action, car sans l'inspiration de cette culture intellectuelle, sans cette imprégnation morale toujours présente, la construction matérielle elle-même s'effondrera.

Nous revenons à l'homme intégral, intégralement considéré, intégralement poursuivi et réalisé. A cet homme qu'il nous faut dès maintenant être aussi largement que possible car c'est dès maintenant que nous devons commencer à préparer l'avenir.

Présentation à « L'Humanisme libertaire » de Gaston Leval	1
L'Humanisme libertaire	11
L'HOMME ET L'HUMANISME	11
LA LIBERTÉ	19
L'ÉTAT	31
LE CAPITALISME	40
LE MARXISME	48
LA JUSTICE ÉCONOMIQUE	61
PRINCIPES RECONSTRUCTIFS	68
CONCLUSION	75